

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201331]

**31 JANVIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui fonde les habilitations au Ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions, notamment visées aux articles 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup> et 114<sup>o</sup>, 8, alinéa 2, 2<sup>o</sup> et 11;

Vu le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, article 6;

Vu le décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion, articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 16, 17, 18 et 23;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 juin 2012;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 8 octobre 2012;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Economie sociale, donné le 17 octobre 2012;

Vu l'avis n° 52.673/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> le décret : le décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion;

2<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions;

3<sup>o</sup> l'Administration : la Direction de l'Economie sociale du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

4<sup>o</sup> le FOREm : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

5<sup>o</sup> le fonctionnaire délégué : l'un des fonctionnaires visés à l'article 3 de l'arrêté Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie;

6<sup>o</sup> la Commission : la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale visée à l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale;

7<sup>o</sup> le R.G.E.C. : le Règlement général d'exemption par catégorie, à savoir le Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), J.O.U.E., n° L 214/3 du 9.8.2008;

8<sup>o</sup> le Règlement de minimis pour les S.I.E.G. : le Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, J.O.U.E., n° L 114/8, du 26.04.2012;

9<sup>o</sup> Code NACE-BEL 2008 : la dernière version officielle de la nomenclature NACE-BEL, alignée exactement sur la NACE Rév. 2 élaborée en vertu du Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NAC Rév. 2 et modifiant le Règlement (CEE) n° 3037/1990 du Conseil ainsi que certains Règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques (J.O. L 393 du 30.12.2006);

10<sup>o</sup> l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** La demanderesse introduit la demande d'agrément, dont le modèle est déterminé par le Ministre, auprès de l'Administration par envoi recommandé. Elle est accompagnée d'un dossier comportant :

1<sup>o</sup> les statuts, le cas échéant coordonnés, de la demanderesse;

2<sup>o</sup> la preuve de l'enregistrement à la Banque-Carrefour des Entreprises ou, le cas échéant, la preuve de la déclaration préalable, visée à l'article 139 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006;

3<sup>o</sup> la composition de l'organe de gestion ainsi que toutes les données nécessaires au contrôle du respect de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, du décret;

4<sup>o</sup> en ce qui concerne la demanderesse telle que visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, *b*) et *c*), du décret, la composition du capital ou la répartition identifiable des droits de vote telle qu'elle résulte du registre des actions nominatives ou des parts;

5<sup>o</sup> les données et renseignements permettant de prouver que la situation de la demanderesse correspond à l'ensemble des critères visés par l'annexe I<sup>re</sup> du R.G.E.C.;

6<sup>o</sup> les données et renseignements permettant de prouver que la demanderesse peut bénéficier des dispositions du Règlement de minimis pour les S.I.E.G.;

7<sup>o</sup> les données et renseignements permettant de prouver, le cas échéant, que la situation de la demanderesse telle que visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, *c*), du décret, est conforme au décret;

8<sup>o</sup> un descriptif du projet d'insertion durable et de qualité des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés que la demanderesse mène ou entend mener, en ce compris les moyens matériels et humains, et notamment ceux prévus pour l'accompagnement social des travailleurs ciblés, mis en œuvre pour la réalisation de ce projet d'insertion;

9<sup>o</sup> un relevé du personnel qui assurera l'encadrement et l'accompagnement social des travailleurs défavorisés et gravement défavorisés avec, pour chacun des membres, l'indication de ses qualifications et de ses fonctions au sein de la demanderesse;

10<sup>o</sup> le projet prévisionnel tel que déterminé à l'article 4 permettant d'évaluer la pertinence de l'activité et la viabilité économique de l'entreprise d'insertion sur base d'une description des activités de la demanderesse et des biens ou services qui sont fournis ou prestés;

11° une présentation des compétences et de l'expérience du chef d'entreprise et, le cas échéant, de l'administrateur délégué, tant dans le domaine de la gestion économique que de la gestion des ressources humaines;

12° une attestation sur l'honneur signée par le chef d'entreprise au sens de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret, précisant que la demanderesse répond aux conditions de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, 9<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup>, 12<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup>, 14<sup>o</sup>, 15<sup>o</sup>, 16<sup>o</sup> et 17<sup>o</sup>, du décret;

13° la convention visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup>, du décret, dont le modèle est déterminé par le Ministre, en accord avec le Ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions et sur proposition conjointe de la couple de concertation des organisations représentatives de l'Economie sociale et du FOREM;

14° un engagement, en cas de coexistence d'un administrateur délégué et d'un chef d'entreprise, à respecter l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret ainsi que la répartition des missions entre l'administrateur délégué et le chef d'entreprise;

15° la preuve qu'elle ne relève pas d'un des secteurs exclus des aides d'Etat en référence au code NACE-BEL 2008.

L'entreprise visée à l'article 2, § 2, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3, du décret introduit une demande, dont le modèle est déterminé par le Ministre, auprès de l'Administration par envoi recommandé.

Le Ministre peut dispenser la demanderesse de fournir les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dès lors qu'ils sont en possession de l'Administration ou de l'Inspection par le biais de l'accès au registre national, à la Banque carrefour des entreprises et à la Banque carrefour de l'Office national de la Sécurité sociale.

Le Ministre peut dispenser les demanderesse visées à l'alinéa 3, de fournir les documents visés dans le modèle de demande dès lors qu'ils sont en possession de l'Administration ou de l'Inspection sociale par le biais de l'accès au registre national, à la Banque carrefour des entreprises et à la Banque carrefour de l'Office national de la sécurité sociale.

§ 2. Afin de bénéficier des subventions visées aux articles 8 et 9 du décret, l'entreprise d'insertion agréée apporte, dans le respect de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, la preuve, selon les modalités déterminées par le Ministre, que les conditions suivantes sont respectées :

1° les associés ne recherchent qu'un bénéfice patrimonial limité ou aucun bénéfice patrimonial;

2° le but social auquel sont consacrées les activités visées dans l'objet social de l'entreprise d'insertion agréée est défini de façon précise et le but principal de l'entreprise d'insertion ne peut être de procurer aux associés un bénéfice patrimonial indirect;

3° la politique d'affectation des profits est conforme aux finalités internes et externes de l'entreprise d'insertion agréée, conformément à la hiérarchie établie dans les statuts de l'entreprise d'insertion agréée, et la politique de constitution de réserves est définie;

4° chaque associé ne peut prendre part au vote à l'assemblée générale pour un nombre de voix dépassant le dixième des voix attachées aux parts ou actions représentées; ce pourcentage est porté au vingtième lorsqu'un ou plusieurs associés ont la qualité de membre du personnel engagé par l'entreprise d'insertion agréée;

5° lorsque l'entreprise d'insertion agréée procure aux associés un bénéfice patrimonial direct limité, le bénéfice distribué aux associés ne peut dépasser le taux d'intérêt tel que fixé à l'annexe de l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, appliqué au montant effectivement libéré des parts ou actions;

6° chaque année, les administrateurs ou gérants font rapport spécial à l'assemblée générale sur la manière dont l'entreprise d'insertion agréée a veillé à réaliser le but qu'elle s'est fixé conformément au point 2°;

7° les modalités selon lesquelles chaque membre du personnel de l'entreprise d'insertion agréée est informé, durant l'année de son engagement, de la possibilité qui lui est offerte d'acquiescer la qualité d'associé sont définies de même que les modalités d'information régulière du personnel à ce propos; cette disposition ne s'applique pas aux membres du personnel qui ne jouissent pas de la pleine capacité civile;

8° les modalités selon lesquelles un membre du personnel qui cesse d'être dans les liens d'un contrat de travail avec l'entreprise d'insertion agréée perd, éventuellement dans l'année qui suit son départ de l'entreprise d'insertion agréée, la qualité d'associé, sont précisées;

9° en cas de faillite ou de dissolution de l'entreprise d'insertion agréée, après l'apurement de tout le passif et le remboursement de leur mise aux associés, le surplus de liquidation recevra une affectation qui se rapproche le plus possible du but social de l'entreprise d'insertion agréée;

10° en cas de cession de tout ou partie de l'entreprise d'insertion agréée, l'affectation du patrimoine bénéficie, conformément aux dispositions statutaires, à une personne morale dont le but social est le plus proche possible de celui de l'entreprise d'insertion agréée.

Le rapport spécial visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, dont le modèle est déterminé par le Ministre, établit que les dépenses relatives aux investissements, aux frais de fonctionnement et aux rémunérations sont effectuées de façon à privilégier la réalisation du but social de l'entreprise d'insertion agréée.

**Art. 3.** Le mandat chargeant l'entreprise d'insertion agréée de la mission d'accompagnement social des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés dans le cadre d'un S.I.E.G. est conforme aux dispositions visées à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret et à l'article 11.

**Art. 4.** Le projet prévisionnel visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, contient les éléments suivants :

1° la présentation générale du projet;

2° la présentation du ou des fondateurs;

3° la forme juridique et la catégorie d'entreprise retenues;

4° le plan de financement initial;

5° le détail du chiffre d'affaires prévisionnel sur trois exercices comptables au minimum;

6° le détail des charges prévisionnelles sur trois exercices comptables au minimum;

7° le compte de résultat sur trois exercices comptables au minimum;

8° le plan de financement pluriannuel;

9° la trésorerie mensuelle du premier exercice comptable;

10° le calcul du seuil de rentabilité.

Le Ministre précise le modèle de projet prévisionnel.

**Art. 5.** La demande de renouvellement de l'agrément, dont le modèle est déterminé par le Ministre, est introduite auprès de l'Administration par envoi recommandé au plus tôt deux cent quarante jours et au plus tard cent quatre-vingts jours avant l'expiration de l'agrément en cours. Elle est accompagnée d'un dossier comportant les modifications au dossier visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et les pièces suivantes :

1° les données et renseignements permettant de vérifier, le cas échéant, le respect des conditions visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup>, du décret;

2° les attestations permettant de vérifier le respect de la condition visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, du décret;

3° le cas échéant, les attestations fiscales, de l'O.N.S.S., de la T.V.A et du Fonds de sécurité et d'existence de la commission paritaire concernée permettant de vérifier le respect de la condition visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 11°, du décret.

4° une attestation répondant aux conditions concernant la rémunération des travailleurs de l'entreprise d'insertion agréée, visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 12° et 13°, du décret, émanant du secrétariat social ou du service de gestion des ressources humaines dépendant d'un pouvoir local au sens de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 10°, du décret ou encore du service de secrétariat social interne visé à l'article 10, alinéa 4, du décret;

5° l'évaluation de la mise en œuvre de la convention visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 15°, du décret;

6° tous renseignements permettant, le cas échéant, de vérifier le respect de la condition visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 17°, du décret.

L'entreprise visée à l'article 2, § 2, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3, du décret introduit, dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, une demande de renouvellement d'agrément, dont le modèle est déterminé par le Ministre, auprès de l'Administration par envoi recommandé.

Le Ministre peut dispenser les demanderesse de fournir les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dès lors qu'ils sont en possession de l'Administration ou de l'Inspection par le biais de l'accès au registre national, à la Banque-Carrefour des Entreprises et à la Banque-Carrefour de l'Office national de la Sécurité sociale.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les demanderesse dont l'agrément est reconduit pour une période de quatre ans par tacite reconduction, conformément à l'article 3, alinéa 2, du décret, sont dispensées d'introduire une demande de reconduction d'agrément.

Toutefois, en cas de dénonciation par le Ministre ou par la demanderesse, au plus tard cent quatre-vingts jours avant l'échéance de l'agrément en cours, du renouvellement par tacite reconduction, la demanderesse est auditionnée, préalablement à toute décision, conformément à l'article 10.

**Art. 6.** Une demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément ne peut être introduite par une demanderesse dont l'agrément en tant qu'entreprise d'insertion a fait l'objet d'une décision de retrait ou de suspension et, en cas de décision de suspension de l'agrément, pendant la durée de la suspension, sauf si l'échéance de l'agrément intervient pendant la période de suspension.

**Art. 7.** Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande d'octroi ou de renouvellement d'agrément, l'Administration adresse à la demanderesse soit :

1° un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet;

2° un avis l'invitant à compléter ce dossier dans les quinze jours de la réception de cet avis.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, peut être prolongé de maximum trente jours sur demande motivée de la demanderesse et acceptée par l'Administration. Passé ces délais, si le dossier n'est pas complété, la demande est classée sans suite par le fonctionnaire délégué qui en avise la demanderesse dans les quinze jours de la décision.

Quand elle dispose d'un dossier complet, l'Administration en avise la demanderesse dans un délai de quinze jours à dater de la complétude du dossier.

L'Administration transmet le dossier complet à la Commission dans les soixante jours à dater de l'avis de complétude du dossier, visé à l'alinéa 3.

La Commission peut demander des compléments d'informations à la demanderesse et à l'Administration.

La demanderesse peut solliciter une audition par la Commission. La Commission peut requérir l'audition de la demanderesse. Dans ces cas, la demanderesse reçoit dans les quinze jours qui précèdent la date de son audition un courrier qui précise les points sur lesquels elle est entendue ainsi que les pièces y afférentes.

**Art. 8.** La Commission remet son avis à l'Administration dans les trente jours de la transmission du dossier visée à l'article 7, alinéa 4. Néanmoins, ce délai peut être porté à soixante jours en cas d'audition telle que prévue à l'article 7, alinéa 6.

L'avis de la Commission est motivé au minimum par référence aux critères suivants :

1° les compétences et l'expérience du chef d'entreprise et, le cas échéant, de l'administrateur délégué;

2° les conditions fixées par l'article 2 du décret;

3° le respect, en ce qui concerne l'accompagnement social et, le cas échéant, l'activité du ou des accompagnateurs sociaux, de l'article 1<sup>er</sup>, 4°, du décret tel que précisé à l'article 11.

L'Administration adresse le dossier complet au Ministre, dans les trente jours de la réception de l'avis de la Commission ou, le cas échéant, de l'échéance fixée pour la remise d'avis par la Commission.

**Art. 9.** Le Ministre se prononce sur la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément dans les trente jours qui suivent la réception du dossier complet visé à l'article 8, alinéa 3.

L'Administration notifie par envoi recommandé à la demanderesse la décision du Ministre, dans les quinze jours qui suivent la réception par l'Administration de cette décision.

L'Administration communique la décision du Ministre à la Commission par courrier simple ou par voie électronique.

A défaut de date mentionnée dans la décision notifiée à la demanderesse, l'agrément prend cours le jour de la notification de cette décision.

**Art. 10.** Conformément à l'article 3, alinéas 4 et 5, du décret, l'agrément peut être suspendu ou retiré par le Ministre.

Le Ministre ne peut pas suspendre l'agrément pour une durée qui excède six mois. Passé ce délai, l'agrément est retiré si l'entreprise d'insertion n'a pas satisfait aux conditions visées dans la décision de suspension.

Préalablement à l'envoi au Ministre du dossier de suspension ou de retrait de l'agrément d'une entreprise d'insertion, l'Administration demande l'avis de la Commission.

La Commission remet son avis, dans les soixante jours de la demande visée à l'alinéa 3, après avoir entendu les représentants de l'entreprise d'insertion.

Le chef d'entreprise et le président de l'organe de gestion ou leurs représentants dûment mandatés sont informés au moins trente jours avant leur audition de :

1° la date de l'audition et des raisons qui la motivent;

2° la possibilité que le chef d'entreprise et le président de l'organe de gestion soient représentés par un mandataire;

3° la possibilité d'avoir accès au dossier relatif à cette audition.

Dans les trente jours de la réception des décisions de suspension et de retrait visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'administration notifie les décisions à l'entreprise d'insertion, par envoi recommandé.

L'Administration communique la décision du Ministre à la Commission par courrier simple ou par voie électronique.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. L'accompagnement social visé à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret consiste en l'exercice, au minimum, des tâches suivantes :

1<sup>o</sup> avoir des entretiens en face à face, individuels et collectifs, réguliers, à savoir au minimum de manière trimestrielle, avec les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés, en ce compris les travailleurs visés par l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, actifs au sein de l'entreprise d'insertion agréée, dans la perspective de favoriser, d'une part, l'insertion des travailleurs ciblés dans des emplois durables et de qualité au sein de l'entreprise d'insertion ou de toute autre entreprise et, d'autre part, leur autonomie sur le marché du travail et les aider, dans le cadre d'un accompagnement psycho-social, à surmonter les difficultés ou les freins qu'ils rencontrent, dans leur insertion dans l'emploi, ou qui pourraient obérer leurs chances de maintien dans l'emploi;

2<sup>o</sup> conclure, le cas échéant, une convention d'accompagnement social avec les centres publics d'action sociale dont dépendent les travailleurs visés par l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, actifs au sein de l'entreprise d'insertion agréée;

3<sup>o</sup> réaliser, avec les travailleurs visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, leur bilan personnel et professionnel et définir leurs objectifs professionnels à court, moyen et long termes;

4<sup>o</sup> concevoir, avec les travailleurs visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et en s'appuyant sur l'expertise du FOREm un plan de formation professionnelle, selon les modalités à déterminer par le Ministre en accord avec le Ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions;

5<sup>o</sup> assurer l'intermédiation entre les travailleurs visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> et les entreprises dans lesquelles les travailleurs visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> souhaiteraient obtenir un autre emploi et accompagner les travailleurs visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> dans leurs démarches;

6<sup>o</sup> informer sur et accompagner, le cas échéant, les travailleurs visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> dans leurs démarches personnelles visant à faire reconnaître ou valider leurs compétences professionnelles;

7<sup>o</sup> établir et actualiser en permanence, et pour chacun des travailleurs visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, un dossier de suivi individuel, comportant, les données signalétiques du bénéficiaire, le bilan individuel réalisé avec lui, la synthèse des actions menées, les démarches entreprises par ou avec chacun des travailleurs visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> et les entretiens de suivi, sachant que tout bénéficiaire dispose d'un droit de consultation et de rectification des données consignées dans son dossier conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.;

8<sup>o</sup> communiquer au FOREm, en cas de recherche d'emploi des travailleurs visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> devenus demandeurs d'emploi inoccupés, et avec l'accord de ces derniers, conformément à la loi du 8 décembre 1992 précitée, les données à caractère personnel utiles pour une recherche d'emploi;

9<sup>o</sup> sensibiliser les travailleurs visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> aux objectifs et stratégies de développement de l'entreprise d'insertion agréée et, le cas échéant, les impliquer dans la gestion de l'entreprise d'insertion agréée;

10<sup>o</sup> organiser, ou co-organiser avec d'autres entreprises d'insertion du même arrondissement, une table ronde annuelle avec les opérateurs de l'insertion socioprofessionnelle agréés en Région wallonne, avec les centres publics d'action sociale, le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation, le FOREm, la Mission régionale pour l'Emploi et les services de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées ainsi qu'avec les partenaires sociaux des commissions paritaires dont relèvent les travailleurs défavorisés et gravement défavorisés actifs au sein de l'entreprise d'insertion agréée, ou encore pouvoir justifier de la participation active à des rencontres de même objet;

11<sup>o</sup> analyser, en ce qui concerne les travailleurs porteurs d'un handicap, les aménagements raisonnables nécessaires et en faire part au chef d'entreprise.

§ 2. L'accompagnateur social assure, selon les modalités déterminées par le Ministre, et au minimum dans le cadre d'une occupation sous contrat de travail à mi-temps, l'accompagnement social tel que défini au § 1<sup>er</sup> et effectue les tâches visées au § 1<sup>er</sup> à l'exclusion de toute activité de production de biens ou de services et de toute activité relevant de l'administration et de la gestion du personnel et, plus largement, de l'entreprise d'insertion.

§ 3. L'accompagnateur social satisfait à au moins une des conditions suivantes, soit :

1<sup>o</sup> être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur à orientation sociale, psychologique ou pédagogique;

2<sup>o</sup> avoir une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans un poste à responsabilité en lien avec la gestion des ressources humaines dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle ou encore dans une fonction d'accompagnement psychosocial.

**Art. 12.** Le Ministre détermine avec le Ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions le contenu et les modalités de mise en œuvre de la convention visée à l'article 2,

§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup>, du décret. Cette convention est soumise à l'expertise du FOREm qui conseille, par ailleurs, l'entreprise d'insertion sur les formations à proposer aux travailleurs et aux opérateurs à activer pour l'organisation de ces dernières.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Les périodes suivantes sont assimilées à des périodes de bénéfice d'allocations de chômage ou d'insertion pour obtenir la qualité de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés :

1<sup>o</sup> les périodes qui, au cours d'une période de chômage complet indemnisé, ont donné lieu au paiement d'une allocation par application des dispositions légales ou réglementaires en matière d'assurance obligatoire contre la maladie ou l'invalidité ou en matière d'assurance-maternité;

2<sup>o</sup> les périodes de chômage complet couvertes par un pécule de vacances;

3<sup>o</sup> les périodes de détention, d'emprisonnement ou d'internement au cours d'une période de chômage complet indemnisé ou de stage d'insertion;

4<sup>o</sup> les périodes du stage d'insertion au sens de l'article 36 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

5<sup>o</sup> les autres périodes non indemnisées, à savoir, les périodes au cours desquelles le demandeur d'emploi est lié par un contrat de travail ou une convention de stage, tels que visés au 4<sup>o</sup>, totalisant au maximum quatre mois dans les vingt-quatre mois qui précèdent la date d'engagement par l'entreprise d'insertion agréée.

§ 2. Sont assimilées aux bénéficiaires des réglementations prises par ou en vertu du Code de la santé et de l'action sociale les personnes qui, soit :

1<sup>o</sup> ont été reconnues par, soit :

a) l'Agence wallonne d'intégration des personnes handicapées, visée par le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

b) par le Service bruxellois pour l'intégration des Personnes handicapées (Phare) ou par le « Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB) »;

c) le service pour l'intégration des personnes handicapées, visé par le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;



d) l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées, visé par le décret de la Communauté germanophone du 19 juin 1990 portant création d'un "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung";

e) l'Agence flamande pour les Personnes handicapées, visée par le décret du 7 mai 2004 portant création de l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique « Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap »;

et fournissent une attestation ou une décision émanant d'un de ces organismes;

2° ont été victimes d'un accident du travail et fournissent une attestation délivrée par le Fonds des accidents du travail ou par l'administration de l'expertise médicale certifiant une incapacité d'au moins trente pour cent;

3° ont été victimes d'une maladie professionnelle et fournissent une attestation délivrée par le Fonds des maladies professionnelles ou par l'administration de l'expertise médicale certifiant une incapacité d'au moins trente pour cent;

4° ont été victimes d'un accident de droit commun et fournissent une copie du jugement ou de l'arrêt délivré par le greffe du tribunal ou de la cour certifiant que le handicap ou l'incapacité est d'au moins trente pour cent;

5° ont été victimes d'un accident domestique et fournissent une copie de la décision de l'organe assureur certifiant que l'incapacité permanente est d'au moins trente pour cent;

6° sont dans les conditions médicales pour bénéficier, ou bénéficient effectivement d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés et fournissent une attestation du Service public fédéral Sécurité sociale;

7° ont été déclarées définitivement inaptes à l'exercice de ses activités habituelles mais aptes à certaines fonctions spécifiques désignées par l'administration de l'expertise médicale.

**Art. 14.** Le Ministre détermine avec le Ministre de l'Emploi le contenu et les modalités de délivrance et validité de l'attestation visée à l'article 7 du décret. Il désigne le FOREM comme service chargé de délivrer cette attestation.

**Art. 15.** Conformément à l'article 5, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du décret, les travailleurs occupés avant l'entrée en vigueur du décret et qui donnent lieu à l'octroi de subventions dans le cadre du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion ou du décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées sont assimilés à des travailleurs défavorisés et donnent lieu à l'octroi des subventions visées aux articles 8 et 9 du décret.

En ce qui concerne la subvention visée à l'article 8 du décret, ce bénéfice se limite à la subvention due pour le solde des quatre années durant lesquelles la subvention peut être octroyée.

Conformément à l'article 5, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du décret, les travailleurs répondant à la définition de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés, qui étaient occupés dans les liens d'un contrat de travail conclu dans l'année qui précède l'entrée en vigueur du présent décret avec une entreprise qui n'était pas agréée dans le cadre du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées ou du décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées mais qui remplit les conditions du décret sont assimilés à des travailleurs défavorisés et donnent lieu à l'octroi des subventions visées aux articles 8 et 9 du décret, dès l'agrément de l'entreprise d'insertion.

En ce qui concerne la subvention visée à l'article 8 du décret, ce bénéfice se limite, selon les modalités déterminées par le Ministre, à la subvention due pour le solde des quatre années durant lesquelles la subvention peut être octroyée.

Les travailleurs répondant à la définition de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés, qui étaient occupés dans les liens d'un contrat de travail donnant lieu, pour leurs employeurs, à une réduction de cotisations patronales en tant que demandeurs d'emploi de longue durée au sein d'une agence locale pour l'emploi, d'un centre public d'action sociale, d'une association régie par le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou d'une association sans but lucratif d'insertion socioprofessionnelle agréée par la Région wallonne, qui mettent fin à des activités et aux contrats de travail afférents à ces activités, sont assimilés à des travailleurs défavorisés et, le cas échéant, donnent lieu à l'octroi des subventions pour autant que les travailleurs concernés soient engagés par une entreprise d'insertion agréée dans un délai inférieur à six mois.

En ce qui concerne la subvention visée à l'article 8 du décret, ce bénéfice se limite à la subvention liée à l'engagement de travailleurs défavorisés due pour le solde des quatre années durant lesquelles la subvention peut être octroyée, déduction faite des périodes d'occupation au sein d'une agence locale pour l'emploi, d'un centre public d'action sociale, d'une association régie par le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou d'une association sans but lucratif d'insertion socioprofessionnelle agréée par la Région wallonne, telles que visées à l'alinéa 5.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le montant global de la subvention visée à l'article 8 du décret et octroyée à l'entreprise d'insertion agréée, telle que définie à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, a) et b), du décret, pour favoriser l'insertion durable et de qualité d'un travailleur défavorisé est de 18.000 euros si ce travailleur est engagé dans les liens d'un contrat de travail à temps plein et que lui sont appliqués les barèmes des commissions paritaires numéros 121, 124, 145 et 302.

Le montant global de la subvention octroyée à l'entreprise d'insertion agréée, telle que définie à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, c), du décret, pour favoriser l'insertion durable et de qualité d'un travailleur défavorisé est de 10.800 euros si ce travailleur est engagé dans les liens d'un contrat de travail à temps plein et que lui sont appliqués les barèmes des commissions paritaires numéros 121, 124, 145 et 302.

Le montant global de la subvention octroyée à l'entreprise d'insertion agréée, telle que définie à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, a) et b), du décret, pour favoriser l'insertion durable et de qualité d'un travailleur défavorisé est de 15.000 euros si ce travailleur est engagé dans les liens d'un contrat de travail à temps plein et que lui sont appliqués les barèmes de toute commission paritaire autre que celles numérotées 121, 124, 145 et 302.

Le montant global de la subvention octroyée à l'entreprise d'insertion agréée, telle que définie à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, c), du décret, pour favoriser l'insertion durable et de qualité d'un travailleur défavorisé est de 9.000 euros si ce travailleur est engagé dans les liens d'un contrat de travail à temps plein et que lui sont appliqués les barèmes de toute commission paritaire autre que celles numérotées 121, 124, 145 et 302.

§ 2. Le montant global des subventions visées au § 1<sup>er</sup>, est doublé lorsque le travailleur engagé visé au § 1<sup>er</sup>, est réputé gravement défavorisé.

§ 3. Les subventions visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont versées, à concurrence de vingt-cinq pour cent par année, pendant quatre ans, à dater de l'engagement du travailleur visé aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, selon les modalités définies aux articles 18 à 21 et pour autant que les critères définis aux articles 8 à 10 du décret soient respectés.

§ 4. Le montant des subventions visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 est calculé, selon les modalités déterminées par le Ministre, en fonction du temps de travail des travailleurs, calculé en équivalent temps plein. Il peut être revu, le cas échéant, en fonction des modifications éventuelles de cette rémunération et de la durée du temps de travail pendant toute la période du subventionnement dudit travailleur.

Le Ministre détermine la méthode de computation du temps de travail équivalent à un temps plein annuel dudit travailleur ainsi que la notion de rémunération.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le montant annuel de la subvention visée à l'article 9 du décret est de maximum :

1° 100.000 euros si l'entreprise d'insertion agréée compte au minimum soixante travailleurs qui, au moment de leur engagement dans l'entreprise d'insertion, avaient le statut de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés et pour autant qu'elle puisse justifier, dans son personnel, de minimum deux travailleurs, dont le temps de travail calculé en équivalent temps plein conformément à l'alinéa 2, du § 4 de l'article 16, engagés pour réaliser exclusivement des missions d'accompagnement social au sens de l'article 11, à concurrence de minimum un mi-temps par accompagnateur social;

2° 75.000 euros si l'entreprise d'insertion agréée compte au minimum quarante-cinq travailleurs qui, au moment de leur engagement dans l'entreprise d'insertion, avaient le statut de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés et pour autant qu'elle puisse justifier, dans son personnel, de minimum un et demi travailleur, dont le temps de travail calculé en équivalent temps plein conformément à l'alinéa 2, du § 4 de l'article 16, engagé pour réaliser exclusivement des missions d'accompagnement social au sens de l'article 11, à concurrence de minimum un mi-temps par accompagnateur social;

3° 50.000 euros si l'entreprise d'insertion agréée compte au minimum vingt-six travailleurs qui, au moment de leur engagement dans l'entreprise d'insertion, avaient le statut de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés et pour autant qu'elle puisse justifier, dans son personnel, de minimum un travailleur, dont le temps de travail calculé en équivalent temps plein conformément à l'alinéa 2, du § 4 de l'article 16, engagé pour réaliser exclusivement des missions d'accompagnement social au sens de l'article 11, à concurrence de minimum un mi-temps par accompagnateur social;

4° 25.000 euros si l'entreprise d'insertion agréée compte au minimum huit travailleurs qui, au moment de leur engagement dans l'entreprise d'insertion, avaient le statut de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés et pour autant qu'elle puisse justifier, dans son personnel, de minimum un demi travailleur, dont le temps de travail calculé en équivalent temps plein conformément à l'alinéa 2, du § 4 de l'article 16, engagé pour réaliser exclusivement des missions d'accompagnement social au sens de l'article 11.

§ 2 Cette subvention est destinée à couvrir le coût salarial du ou des accompagnateurs sociaux, en ce compris leurs frais de déplacement, ainsi que leurs frais de fonctionnement à concurrence de quinze pour cent maximum du coût salarial.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Pour obtenir les subventions visées aux articles 8 et 9 du décret, l'entreprise d'insertion agréée introduit une demande à l'Administration contenant, selon les modalités déterminées par le Ministre, les preuves du respect des obligations visées aux articles 2 et 10 du décret ainsi qu'à l'article 3.1. du Règlement de minimis pour les S.I.E.G.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, une entreprise d'insertion non encore agréée peut introduire une demande de subvention pour autant qu'elle sollicite simultanément une demande d'agrément. Sa demande de subvention n'est toutefois prise en compte qu'une fois l'agrément obtenu.

La demande de subvention peut être introduite simultanément à la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément.

§ 2. Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande de subvention, l'Administration adresse à l'entreprise d'insertion agréée, soit :

1° un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet;

2° un avis l'invitant à compléter ce dossier dans les quinze jours de la réception de cet avis.

Le délai visé à l'alinéa 1°, 2°, peut être prolongé de maximum trente jours sur demande motivée de l'entreprise d'insertion agréée et acceptée par l'Administration. Passé ces délais, si le dossier n'est pas complété, la demande est classée sans suite.

Dès qu'elle dispose d'un dossier complet, l'Administration notifie la complétude du dossier à l'entreprise d'insertion agréée.

L'Administration adresse le dossier complet au Ministre ou au fonctionnaire délégué selon les règles en vigueur en termes de limites budgétaires, qui se prononce sur la demande de subvention.

Le Ministre, ou le fonctionnaire délégué, selon les règles en vigueur en termes de limites budgétaires, se prononce sur la demande de subvention dans les trente jours qui suivent la réception du dossier complet envoyé par l'Administration.

L'Administration notifie par envoi recommandé dans les quinze jours les décisions à l'entreprise d'insertion agréée.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. La liquidation des subventions visées aux articles 8 et 9 du décret s'effectue comme suit :

1° dès que la demande de la subvention visée à l'article 18 a été introduite, le fonctionnaire délégué liquide une première avance correspondant à septante-cinq pour cent du montant annuel de la subvention, calculée sur base des critères définis à l'article 16 en ce qui concerne la subvention visée à l'article 8 du décret et sur base des critères définis à l'article 17 en ce qui concerne la subvention visée à l'article 9 du décret;

2° dès que l'entreprise d'insertion agréée a envoyé à l'Administration les pièces justificatives, déterminées par le Ministre conformément à l'article 3.1. du Règlement de minimis pour les S.I.E.G., permettant de prouver l'affectation à cent pour cent de la subvention annuelle, à savoir avance et solde, le fonctionnaire délégué liquide le solde ainsi que la nouvelle avance correspondant à septante-cinq pour cent du montant annuel de la subvention;

3° les avances et soldes ultérieurs sont liquidés conformément aux 1° et 2°.

§ 2. La liquidation de la subvention visée à l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 13°, du décret est effectuée par le fonctionnaire délégué, annuellement, sur base d'une déclaration de créance introduite par l'entreprise d'insertion agréée auprès de l'Administration attestant de l'inscription auprès d'un secrétariat social agréé ou d'un service de gestion des ressources humaines dépendant d'un pouvoir local.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Par création nette d'emploi, on entend le personnel supplémentaire par rapport à l'effectif de référence tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, du décret.

§ 2. La subvention visée à l'article 8 du décret est allouée si le travailleur défavorisé ou gravement défavorisé constitue un travailleur supplémentaire ou s'il remplace un travailleur ayant quitté l'entreprise pour un des motifs évoqués au § 6, alinéa 3.

§ 3. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Ministre peut, après avis de la Commission, autoriser une entreprise d'insertion à diminuer de manière temporaire l'effectif de son personnel lorsqu'elle est en difficulté, notamment suite à la perte d'un marché public, d'un important contrat ou d'un volume important de contrats, ou encore qu'elle connaît des circonstances économiques exceptionnellement défavorables au sens de l'article 39bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 4. L'entreprise d'insertion agréée communique, dans un délai de nonante jours à dater de la fin du trimestre concerné, à l'Administration, les documents probants relatifs à l'effectif de référence visé au § 1<sup>er</sup>, afférents au trimestre de référence.

§ 5. La vérification de l'effectif de référence, de l'augmentation nette de l'effectif de référence ainsi que de son maintien pendant la durée visée à l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret est assurée par l'Administration en tenant compte des données fournies par le secrétariat social, par le service de gestion des ressources humaines dépendant d'un pouvoir local de l'entreprise d'insertion agréée ou par le service de secrétariat social interne visé à l'article 10, alinéa 4, du décret ou encore par le biais de l'accès au registre national, à la Banque-Carrefour des Entreprises et à la Banque Carrefour de l'Office national de la Sécurité sociale.

Pendant la durée de l'agrément, il est considéré qu'il y a maintien de l'effectif du personnel si l'effectif du personnel est au moins égal à l'effectif de référence.

Toutefois, l'entreprise d'insertion agréée est considérée comme ayant maintenu son effectif si elle procède, dans les trois mois de son départ, au remplacement de tout travailleur admis à la retraite ou décédé, de tout travailleur ayant quitté volontairement l'entreprise, de tout travailleur se trouvant en incapacité permanente de travail l'empêchant définitivement de reprendre le travail convenu ou de tout travailleur ayant été licencié pour faute grave ou pour cause déterminée.

**Art. 21.** Conformément à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, du décret, le calcul et le contrôle de la tension salariale s'effectuent selon les modalités déterminées par le Ministre en effectuant une comparaison, à ancienneté barémique équivalente selon les barèmes en vigueur au sein de la ou des commission(s) paritaire(s) concernée(s), entre la rémunération la plus basse d'un travailleur au sein de l'entreprise d'insertion agréée et la rémunération la plus élevée.

Conformément à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, du décret, la comparaison visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est réalisée sur base annuelle, par référence à l'année civile.

Si le travailleur dont la rémunération est la plus basse ou celui dont la rémunération est la plus élevée n'ont pas été occupés durant toute l'année, une péréquation desdites rémunérations est opérée pour déterminer, le cas échéant, leur montant sur base annuelle.

Afin de déterminer la notion d'équivalent temps plein, il y a lieu de se référer au contrat de travail d'un travailleur occupé à temps plein au sein de l'entreprise. A défaut de contrat écrit, le régime horaire de référence sera celui appliqué au sein de l'entreprise concernée pour un travailleur occupé à temps plein.

Par conséquent, il convient d'opérer une péréquation sur base d'un temps plein pour toute prestation à temps partiel.

Les jetons de présence et l'indemnité de frais de parcours en tant qu'administrateur ne sont pas assimilés à une rémunération pour autant qu'ils n'excèdent pas, annuellement, un montant, qui peut être indexé selon les modalités déterminées par le Ministre, de 1.400 euros par mandat en entreprise d'insertion, avec un maximum de trois mandats.

Si un travailleur, un administrateur, un chef d'entreprise ou un administrateur délégué perçoivent des rémunérations de plusieurs entreprises d'insertion agréées, alors il convient de cumuler l'ensemble des revenus pour chiffrer la rémunération.

Le calcul est effectué sur des montants bruts en considérant outre la rémunération, les avantages légaux et extralégaux.

A cette fin, seront pris en compte les revenus indiqués dans la fiche fiscale de rémunération telle que déterminée par le Service public Finances ou, le cas échéant, telle que modifiée par l'administration fiscale après contrôle.

Le temps horaire hebdomadaire déclaré est limité au temps plein applicable au sein de l'entreprise. Ainsi toute rémunération au sens large perçue par un travailleur, un administrateur, un chef d'entreprise ou un administrateur délégué est considérée comme perçue pour maximum un temps plein.

**Art. 22.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peuvent maintenir la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 9 :

1<sup>o</sup> en cas de non respect, dû à un cas de force majeure définie à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret, des conditions visées aux articles 2 et 10 du décret;

2<sup>o</sup> dans les cas visés à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret à condition que :

- a) l'activité économique de l'entreprise d'insertion agréée soit poursuivie en Région wallonne;
- b) les subventions et les travailleurs y afférents soient transférés dans une autre entreprise d'insertion agréée;
- c) en cas de licenciement, des mesures d'accompagnement soient mises en œuvre.

**Art. 23.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peuvent prendre une des mesures visées à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret.

Au préalable, le chef d'entreprise et le président de l'organe de gestion ou leurs représentants dûment mandatés sont auditionnés par la Commission.

Ils sont informés au moins trente jours avant leur audition de :

- 1<sup>o</sup> la date de l'audition et des raisons qui la motivent;
- 2<sup>o</sup> la possibilité que le chef d'entreprise et le président de l'organe de gestion soient représentés par un mandataire;
- 3<sup>o</sup> la possibilité d'avoir accès au dossier relatif à cette audition.

Le Ministre, ou le fonctionnaire délégué, décide d'une des mesures visées à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret dans un délai de cent vingt jours à compter de l'audition visée à l'alinéa 2 et cette décision est notifiée, dans un délai de dix jours à compter de la réception de la décision par l'Administration, à l'entreprise d'insertion agréée.

**Art. 24.** Conformément aux articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, les subventions indûment liquidées sont récupérées par toutes voies de droit en ce compris par compensation.

**Art. 25.** Le Ministre désigne les agents de l'Inspection, nommés à titre définitif, chargés d'exercer la surveillance et le contrôle du décret et du présent arrêté.

**Art. 26.** Le Ministre remet au plus tard le 31 mars de chaque année, à dater de l'année 2014, au Conseil wallon de l'Economie sociale et au Parlement wallon, un rapport sur l'exécution du décret et du présent arrêté. Ce rapport est approuvé préalablement par le Gouvernement. Conformément à l'article 11 du R.G.E.C., il remet également à la Commission européenne un rapport annuel sur les conditions d'application du R.G.E.C. dans la mise en œuvre du décret et du présent arrêté.

**Art. 27.** Les délais, dans le cadre du présent arrêté, sont calculés en jours. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Les mois de juillet et août ne sont pas pris en compte dans le calcul des délais.

**Art. 28.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées est abrogé.

**Art. 29.** Le décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion et le présent arrêté entrent en vigueur le 31 janvier 2013.

**Art. 30.** Le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 janvier 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/201331]

#### 31. JANUAR 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund von Artikel 20 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, das den Befugnissen des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, ihre Grundlage gibt, insbesondere denjenigen, die in den Artikeln 2, § 1, Absatz 1, 9° und 114°, 8, Absatz 2, 2° und 11 erwähnt sind;

Aufgrund des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, Artikel 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 16, 17, 18 und 23;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

Aufgrund des am 20. Juni 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Juni 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 8. Oktober 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie);

Aufgrund des am 17. Oktober 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Wallonischer Rat der Sozialwirtschaft);

Aufgrund des am 23. Januar 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 52.673/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

2° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört;

3° die Verwaltung: die Direktion der Sozialwirtschaft der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung der operativen Generaldirektion Unternehmen, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° das FOREM: das "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

5° der beauftragte Beamte, Einer der in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Beamten;

6° der Ausschuss: der in Artikel 6 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft erwähnte Beratungs- und Zulassungsausschuss für die Sozialwirtschaftsunternehmen;

7° "AGFV": die allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung, d.h. die Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung), *Amtsblatt der E.U.* Nr. L 214/3 vom 9. August 2008;

8° De-minimis-Verordnung für die DAWI: die Verordnung (EU) Nr. 360/2012 der Kommission vom 25. April 2012 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse erbringen, *Amtsblatt der EU* Nr. L 114/8 vom 26. April 2012;

9° NACE-BEL-Kode 2008: die neuste offizielle Fassung des NACE-BEL Verzeichnisses, in genauer Übereinstimmung mit der NACE Rev. 2, die aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 zur Aufstellung der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige NACE Revision 2 und zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates sowie einiger Verordnungen der EG über bestimmte Bereiche der Statistik (*ABl.* L 393 vom 30.12.2006, S. 1) erarbeitet wurde;



10° die Inspektion: die Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie.

**Art. 2 - § 1.** Der Antragsteller reicht den Zulassungsantrag, dessen Muster vom Minister festgelegt wird, per Einschreiben bei der Verwaltung ein. Ihm wird eine Akte beigelegt, die folgende Elemente umfasst:

1° die ggf. koordinierten Satzungen des Antragstellers;

2° der Nachweis der Einregistrierung bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder ggf. der Nachweis der in Artikel 130 des Programmgesetzes (I) vom 27. Dezember 2006 erwähnten vorherigen Erklärung;

3° die Zusammensetzung des Verwaltungsorgans sowie alle zur Überprüfung der Einhaltung von Artikel 2, § 1, Absatz 1, 4° und 5° des Dekrets notwendigen Daten;

4° was den in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 5°, b) und c) des Dekrets erwähnten Antragsteller betrifft, die Zusammensetzung des Kapitals oder die identifizierbare Verteilung der Stimmrechte, sowie sie sich aus dem Register der Namensaktien oder der Anteile ergibt;

5° die Daten und Auskünfte, anhand deren nachgewiesen werden kann, dass die Lage des Antragstellers den gesamten in Anlage I des AGFV erwähnten Kriterien genügt;

6° die Daten und Auskünfte, anhand deren nachgewiesen werden kann, dass der Antragsteller die Bestimmungen der De-Minimis Verordnung für die DAWI genießen kann;

7° die Daten und Auskünfte, anhand deren ggf. nachgewiesen werden kann, dass die Lage des in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 5°, c) des Dekrets erwähnten Antragstellers in Übereinstimmung mit dem Dekret steht;

8° eine Beschreibung des von dem Antragsteller geplanten Projekts zur dauerhaften, qualitativ wertvollen Eingliederung benachteiligter oder stark benachteiligter Arbeitnehmer, einschließlich der materiellen und menschlichen Mitteln, insbesondere derjenigen, die für die soziale Betreuung der gezielten Arbeitnehmer vorgesehen und zur Durchführung dieses Eingliederungsprojekts eingesetzt werden;

9° ein Verzeichnis des Personals, das die Begleitung und soziale Betreuung der benachteiligten bzw. stark benachteiligten Arbeitnehmer gewähren wird, unter Angabe für jedes Mitglied seiner Qualifikationen und seiner Funktion in dem antragstellenden Betrieb;

10° das vorausschauende Projekt, so wie es in Artikel 4 bestimmt wird, das die Relevanz der Tätigkeit und die wirtschaftliche Lebensfähigkeit des Eingliederungsbetriebs auf der Grundlage einer Beschreibung der Tätigkeiten des Antragstellers und der Güter oder Dienstleistungen, die geliefert bzw. erbracht werden, zu bewerten erlaubt;

11° eine Darstellung der Kompetenzen und der Erfahrung des Betriebsleiters und ggf. des geschäftsführenden Verwalters, sowohl im dem Bereich der wirtschaftlichen Führung als auch der Verwaltung des Personalwesens;

12° eine von dem Betriebsleiter im Sinne von Artikel 1, Absatz 1, 3° des Dekrets unterzeichnete ehrenwörtliche Bescheinigung, dass der Antragsteller den Bedingungen von Artikel 2, § 1, Absatz 1, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15°, 16° und 17° des Dekrets genügt;

13° die in Artikel 2, § 1, Absätzen 1, 15° des Dekrets erwähnte Vereinbarung, deren Muster vom dem Minister im Einvernehmen mit dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, und auf gemeinsamen Vorschlag der Konzertierungskuppel der repräsentativen Organisation der Sozialwirtschaft und des FOREM bestimmt wird,

14° eine Verpflichtung, bei Koexistenz eines geschäftsführenden Verwalters und eines Betriebsleiters, Artikel 2, § 1, Absatz 2 des Dekrets sowie die Verteilung der Aufgaben zwischen dem geschäftsführenden Verwalter und dem Betriebsleiter einzuhalten;

15° der Nachweis, dass der Betrieb nicht in einem Bereich tätig ist, der von den Staatsbeihilfen gemäß dem NACE-BEL-Kode 2008 ausgeschlossen ist.

Der in Artikel 2, § 2, Absätzen 1, 2 und 3 des Dekrets erwähnte Betrieb reicht einen Antrag, dessen Muster vom Minister festgelegt wird, per Einschreiben bei der Verwaltung ein.

Der Minister kann den Antragsteller von der Verpflichtung befreien, die in Absatz 1 erwähnten Unterlagen beizubringen, wenn die Verwaltung oder die Inspektion durch den Zugang zum Nationalregister, zu der Zentralen Datenbank der Unternehmen und der Datenbank der sozialen Sicherheit über diese Unterlagen verfügen kann;

Der Minister kann die in Absatz 3 erwähnten Antragsteller von der Verpflichtung befreien, die in dem Antragsmuster erwähnten Unterlagen beizubringen, wenn die Verwaltung oder die Sozialinspektion durch den Zugang zum Nationalregister, zu der Zentralen Datenbank der Unternehmen und der Datenbank der sozialen Sicherheit über diese Unterlagen verfügen kann.

§ 2. Um Anspruch auf die in den Artikeln 8 und 9 des Dekrets erwähnten Zuschüsse zu haben, erbringt der zugelassene Eingliederungsbetrieb unter Einhaltung von Artikel 1 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft den Nachweis, gemäß den vom Minister bestimmten Modalitäten, dass die folgenden Bedingungen eingehalten werden:

1° die Gesellschafter streben nur einen begrenzten Vermögensvorteil oder keinen Vermögensvorteil an;

2° das soziale Ziel, dem die in dem Gesellschaftszweck des zugelassenen Eingliederungsbetriebs erwähnten Tätigkeiten gewidmet sind, wird genau definiert, und das Hauptzweck des Eingliederungsbetriebs darf nicht darin bestehen, den Gesellschaftern einen indirekten Vermögensvorteil zu verschaffen;

3° die Politik der Zweckbestimmung der Gewinne entspricht den internen und externen Zwecken des zugelassenen Eingliederungsbetriebs gemäß der in den Satzungen des zugelassenen Eingliederungsbetriebs festgelegten Hierarchie, und die Politik zur Rücklagenbildung ist festgelegt;

4° jeder Gesellschafter darf nicht an der Abstimmung in der Generalversammlung für eine Anzahl Stimmen, die das Zehntel der mit den vertretenen Anteilen oder Aktien gebundenen Stimmen überschreitet, teilnehmen; dieser Prozentsatz wird auf das Zwanzigstel festgelegt, wenn ein oder mehrere Gesellschafter die Eigenschaft als von dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb eingestelltes Personalmitglied haben;

5° wenn der zugelassene Eingliederungsbetrieb den Gesellschaftern einen begrenzten direkten Vermögensvorteil verschafft, darf der den Gesellschaftern ausgeschüttete Gewinn den Zinssatz nicht überschreiten, der in der Anlage des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1962 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung der nationalen Genossenschaftsverbände und der Genossenschaften festgelegt worden ist, und der auf den effektiv eingezahlten Betrag der Anteile oder Aktien angewandt wird;

6° jedes Jahr erstatten die Verwalter oder Geschäftsführer der Generalversammlung einen Sonderbericht über die Art und Weise, wie der zugelassene Eingliederungsbetrieb dafür gesorgt hat, das Ziel, das er sich gemäß Punkt 2° gesetzt hat, zu erreichen;

7° die Modalitäten, nach denen jedes Personalmitglied des zugelassenen Eingliederungsbetriebs im Laufe des Jahres seiner Einstellung über die ihm angebotene Möglichkeit informiert wird, die Eigenschaft eines Gesellschafters zu erwerben, werden festgelegt, sowie die Modalitäten für die regelmäßige Information des Personals in dieser Beziehung; diese Bestimmung gilt nicht für die Personalmitglieder, die keine volle Handlungsfähigkeit genießen;

8° die Modalitäten, nach denen ein Personalmitglied, das aufhört, mit dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb durch einen Arbeitsvertrag gebunden zu sein, ggf. innerhalb des Jahres, das auf sein Ausscheiden aus dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb folgt, die Eigenschaft als Gesellschafter verliert, werden angegeben;

9° im Falle des Konkurses oder der Auflösung des zugelassenen Eingliederungsbetriebs, nach der Bereinigung aller Passiva und der Rückerstattung ihrer Einbringung an die Gesellschafter, wird der Überschuss aus der Liquidation eine Zweckbestimmung erhalten, die möglichst nah von der sozialen Zielsetzung des zugelassenen Eingliederungsbetriebs steht;

10° bei Abtretung des ganzen zugelassenen Eingliederungsbetriebs oder eines Teils davon, wird die Zweckbestimmung des Vermögens gemäß den satzungsmäßigen Bestimmungen einer juristischen Person zugeteilt, dessen soziale Zielsetzung möglichst nah von der sozialen Zielsetzung des zugelassenen Eingliederungsbetriebs steht.

Der in Absatz 1, 6° erwähnte Sonderbericht, dessen Muster von dem Minister festgelegt wird, bescheinigt, dass die Ausgaben für die Investitionen, die Betriebskosten und die Arbeitsentgelte so getätigt werden, dass die Erfüllung der sozialen Zielsetzung des zugelassenen Eingliederungsbetriebs vorgezogen wird.

**Art. 3** - Das Mandat, durch welches der zugelassene Eingliederungsbetrieb mit der Aufgabe der sozialen Betreuung benachteiligter bzw. stark benachteiligter Arbeitnehmer im Rahmen einer DAWI beauftragt wird, steht in Übereinstimmung mit den in Artikel 1, Absatz 1, 4° des Dekrets und in Artikel 11 erwähnten Bestimmungen.

**Art. 4** - Das in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 10° erwähnte vorausschauende Projekt enthält die folgenden Elemente:

1° allgemeine Vorstellung des Projekts;

2° die Vorstellung des bzw. der Gründer(s);

3° die gewählten rechtliche Form und Kategorie von Betrieb

4° der ursprüngliche Finanzierungsplan;

5° die ausführlich angegebenen Zahlen des voraussichtlichen Umsatzes über mindestens drei Rechnungsjahre;

6° die ausführlich angegebenen Zahlen der voraussichtlichen Lasten über mindestens drei Rechnungsjahre;

7° die Erfolgsrechnung über mindestens drei Rechnungsjahre;

8° der mehrjährige Finanzierungsplan;

9° der monatliche Barmittelbestand des ersten Rechnungsjahrs;

10° die Berechnung der Gewinnschwelle.

Der Minister bestimmt das Muster des vorausschauenden Projekts.,

**Art. 5** - Der Antrag auf Erneuerung der Zulassung, dessen Muster von dem Minister bestimmt wird, wird frühestens zweihundertvierzig Tage und spätestens hundertachtzig Tage vor Ablauf der laufenden Zulassung per Einschreiben bei der Verwaltung eingereicht. Dem Antrag wird eine Akte beigefügt, die die in der in Artikel 2, § 1 Absatz 1 erwähnten Akte vorgenommenen Abänderungen und die folgenden Unterlagen beinhaltet:

1° die Daten und Auskünfte, anhand deren ggf. die Einhaltung der in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 6°, 7° und 10° des Dekrets erwähnten Bedingungen überprüft werden kann;

2° die Bescheinigungen zur Überprüfung, dass die in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 9° des Dekrets erwähnte Bedingung eingehalten wird;

3° ggf. die steuerlichen Bescheinigungen des Landesamtes für soziale Sicherheit, der MwSt. und des Existenzsicherheitsfonds der betroffenen paritätischen Kommission zur Überprüfung, dass die in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 11° des Dekrets erwähnte Bedingung eingehalten wird;

4° eine Bescheinigung, die den in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 12° und 13° des Dekrets erwähnten Bedingungen über die Entlohnung der Arbeitnehmer des zugelassenen Eingliederungsbetriebs entspricht, die von dem Sozialsekretariat oder dem Dienst im Bereich des Human Resource-managements, der von einer lokalen Behörde im Sinne von Artikel 1, Absatz 1, 10° des Dekrets abhängt, oder aber von dem in Artikel 10, Absatz 4 des Dekrets erwähnten internen Dienst des Sozialsekretariats ausgestellt wird;

5° die Bewertung der Durchführung der in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 15° des Dekrets erwähnten Vereinbarung;

6° alle Auskünfte, anhand deren die Einhaltung der in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 17° des Dekrets erwähnten Bedingung überprüft werden kann;

Der in Artikel 2, § 2, Absätzen 1, 2 und 3 des Dekrets erwähnte Betrieb reicht innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist einen Antrag zur Zulassungserneuerung, dessen Muster vom Minister festgelegt wird, per Einschreiben bei der Verwaltung ein.

Der Minister kann die Antragsteller von der Verpflichtung befreien, die in Absatz 1 erwähnten Unterlagen beizubringen, wenn die Verwaltung oder die Inspektion durch den Zugang zum Nationalregister, zu der Zentralen Datenbank der Unternehmen und der Datenbank der sozialen Sicherheit über diese Unterlagen verfügen kann;

In Abweichung von Absatz 1 sind die Antragsteller, deren Zulassung für einen Zeitraum von vier Jahren durch stillschweigende Verlängerung gemäß Artikel 3, Absatz 2 des Dekrets verlängert wird, von der Einreichung eines Antrags auf die Zulassungsverlängerung befreit.

Wenn der Minister oder der Antragsteller jedoch spätestens hundertachtzig Tage vor Ablauf der laufenden Zulassung die Erneuerung durch stillschweigende Verlängerung aufkündigt, wird der Antragsteller vor jeder Beschlussfassung gemäß Artikel 10 angehört.

**Art. 6** - Ein Zulassungsantrag oder Antrag zur Erneuerung der Zulassung kann von einem Antragsteller, dessen Zulassung als Eingliederungsbetrieb Gegenstand eines Entzugs- oder Aussetzungsbeschlusses gewesen ist, und im Falle des Beschlusses zur Aussetzung der Zulassung, während der Dauer der Aussetzung, nicht eingereicht werden, außer wenn die Zulassung im Laufe der Aussetzungsperiode abläuft.

**Art. 7** - Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Zulassung oder auf Erneuerung der Zulassung richtet die Verwaltung an den Antragsteller entweder: .

1° eine Empfangsbestätigung, in dem angegeben wird, dass die Akte vollständig ist;

2° oder eine Aufforderung, diese Akte innerhalb von fünfzehn Tagen nach Empfang dieses Schreibens zu vervollständigen.

Die in Absatz 1, 2° erwähnte Frist kann auf begründeten und von der Verwaltung angenommenen Antrag seitens des Antragstellers um höchstens dreißig Tage verlängert werden. Nach Ablauf dieser Frist und wenn die Akte nicht vervollständigt wurde, wird der Antrag von dem beauftragten Beamten ohne weitere Folge abgeschlossen, und dieser informiert den Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen über diesen Beschluss.

Sobald die Verwaltung über eine vollständige Akte verfügt, setzt sie den Antragsteller davon in Kenntnis innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Vervollständigung der Akte.

Innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem in Absatz 3 erwähnten Bescheid zur Vervollständigung der Akte übermittelt die Verwaltung dem Ausschuss die vollständige Akte.

Der Ausschuss kann beim Antragsteller und bei der Verwaltung zusätzliche Auskünfte beantragen.

Der Antragsteller kann eine Anhörung durch den Ausschuss beantragen. Der Ausschuss kann die Anhörung des Antragstellers anfordern. In diesem Fall erhält der Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen, die dem Datum seiner Anhörung vorhergehen, ein Schreiben, in dem die Punkte angegeben werden, bezüglich deren er angehört wird, sowie die damit verbundenen Unterlagen.

**Art. 8** - Der Ausschuss übermittelt der Verwaltung sein Gutachten binnen dreißig Tagen nach der Übermittlung der Akte, nach Art. 7, Absatz 4. Diese Frist kann jedoch im Falle einer Anhörung nach Art. 7, Absatz 6, auf sechzig Tage verlängert werden.

Das Gutachten des Ausschusses wird mindestens unter Bezugnahme folgender Kriterien begründet:

1° die Kompetenzen und die Erfahrung des Betriebsleiters und gegebenenfalls des geschäftsführenden Verwalters;

2° die in Art. 2 des Dekrets festgelegten Bedingungen;

3° die Beachtung vom Art. 1, 4°, des Dekrets, so wie in Art. 11 bestimmt, bezüglich der sozialen Betreuung und gegebenenfalls der Aktivität des oder der sozialen Betreuer.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Gutachtens des Ausschusses oder gegebenenfalls ab der von dem Ausschuss festgelegten Frist für die Abgabe eines Gutachtens übermittelt die Verwaltung dem Minister die vollständige Akte.

**Art. 9** - Der Minister befindet über den Zulassungs- oder Erneuerungsantrag innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang der in Art. 8, Absatz 3 erwähnten vollständigen Akte.

Innerhalb von fünfzehn Tagen, die auf den Eingang des Beschlusses des Ministers bei der Verwaltung folgen, stellt die Verwaltung dem Antragsteller diesen Beschluss per Einschreiben zu.

Die Verwaltung übermittelt dem Ausschuss den Beschluss des Ministers entweder mit einfacher oder mit elektronischer Post.

Wird in dem Beschluss, der dem Antragsteller zugestellt wird, kein Datum angegeben, so läuft die Zulassung ab dem Tag der amtlichen Mitteilung des Beschlusses ab.

**Art. 10** - Gemäß Artikel 3, Absätzen 4 und 5 des Dekrets kann die Zulassung durch den Minister ausgesetzt oder entzogen werden.

Der Minister darf die Zulassung für einen Zeitraum, der sechs Monate überschreitet, nicht aussetzen. Nach Ablauf dieser Frist wird die Zulassung entzogen, wenn der Eingliederungsbetrieb den im Aussetzungsbeschluss erwähnten Bedingungen nicht genügt.

Vor der Einsendung der Akte zur Aussetzung oder zum Entzug der Zulassung eines Eingliederungsbetriebs an den Minister beantragt die Verwaltung das Gutachten des Ausschusses.

Der Ausschuss gibt innerhalb sechzig Tagen nach dem in Absatz 3 genannten Antrag und nachdem er die Vertreter des Eingliederungsbetriebs angehört hat, sein Gutachten ab.

Der Betriebsleiter und der Vorsitzende der Verwaltungsinstanz oder deren ordnungsgemäß bevollmächtigte Vertreter werden mindestens dreißig Tage vor ihrer Anhörung in Kenntnis gesetzt von:

1° dem Datum und den Gründen der Anhörung;

2° der Möglichkeit, dass der Betriebsleiter und der Vorsitzende der Verwaltungsinstanz von einem Bevollmächtigten vertreten werden;

3° der Möglichkeit, die Akte in Bezug auf diese Anhörung einzusehen.

Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang der in Absatz 1 erwähnten Aussetzungs- oder Entzugsbeschlüsse stellt die Verwaltung die Beschlüsse dem Eingliederungsbetrieb per Einschreiben zu.

Die Verwaltung übermittelt den Beschluss des Ministers dem Ausschuss entweder mit einfacher oder mit elektronischer Post.

**Art. 11** - § 1. Die soziale Betreuung nach Art. 1, 4° des Dekrets besteht zumindest in der Durchführung folgender Ausgaben:

1° regelmäßig, d.h. mindestens ein Mal pro Quartal, direkte, individuelle und kollektive Gespräche führen mit benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmern, einschließlich der Arbeitnehmer im Sinne von Art. 60, § 7, des Grundlagengesetzes von 8. Juli 1976 über die Sozialhilfezentren, die innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs tätig sind, zur Förderung der Eingliederung der gezielten Arbeitnehmer in nachhaltige und qualitative Arbeitsstellen innerhalb des Eingliederungsbetriebes oder jeglichen anderen Betriebes einerseits, und zur Entwicklung ihrer Autonomie auf dem Arbeitsmarkt andererseits, sowie zur Hilfe im Rahmen einer psychosozialen Betreuung, um die Schwierigkeiten oder Hindernisse zu überwinden, auf welche die Arbeitnehmer bei ihrer Eingliederung stoßen und die ihre Chancen auf eine Aufrechterhaltung ihrer Beschäftigung schwer belasten könnten;

2° gegebenenfalls eine Vereinbarung über soziale Betreuung mit Sozialhilfezentren schließen, von denen die Arbeitnehmer im Sinne von Art. 60, § 7 des Grundlagengesetzes von 8. Juli 1976 über die Sozialhilfezentren, die innerhalb des Eingliederungsbetriebes tätig sind, abhängen;

3° zusammen mit den in 1° und 2° genannten Arbeitnehmern eine persönliche Berufsbilanz aufstellen und deren kurz-, mittel-, und langfristige Berufsziele bestimmen;

4° zusammen mit den in 1° und 2° genannten Arbeitnehmern auf der Grundlage der Expertise des FOREm einen Plan zur beruflichen Ausbildung nach den von dem Minister im Einvernehmen mit dem Minister, der für die berufliche Ausbildung zuständig ist, bestimmten Modalitäten, aufarbeiten;

5° die Vermittlung zwischen den in 1° und 2° genannten Arbeitnehmern und den Betrieben, in denen die in 1° und 2° genannten Arbeitnehmer sich einen anderen Arbeitsplatz erwünschen würden, und die in 1° und 2° genannten Arbeitnehmer, bei ihren Schritten begleiten.

6° die in 1° und 2° genannten Arbeitnehmer über die persönlichen Schritte informieren, die zwecks der Anerkennung oder Validierung ihrer beruflichen Kompetenzen nötig sind, und sie gegebenenfalls dabei begleiten;

7° für jeden der in 1° und 2° genannten Arbeitnehmer eine individuelle Betreuungsakte aufstellen und ständig aktualisieren, in der die Kenndaten des Anspruchsberechtigten, die zusammen mit ihm aufgestellte individuelle Bilanz, die Synthese der geführten Aktionen, die von oder mit jedem der in 1° und 2° genannten Arbeitnehmer unternommenen Schritte, sowie die Betreuungsgespräche aufgeführt sind, unter Berücksichtigung der Tatsache, dass jeder Anspruchsberechtigte über ein Einsichts- und Berichtigungsrecht für die Daten, die in seiner Akte stehen verfügt, gemäß dem Gesetz von 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten.;

8° dem FOREm im Falle einer Arbeitssuche seitens der in 1° und 2° genannten Arbeitnehmern, die nicht beschäftigte Arbeitssuchende geworden sind, im Einvernehmen mit Letzteren, gemäß dem o.g. Gesetz von 8. Dezember 1992 die personenbezogenen Daten, die für die Arbeitssuche relevant sind, mitteilen;



9° die in 1° und 2° genannten Arbeitnehmer für die Ziele und Strategien zur Entwicklung des zugelassenen Eingliederungsbetriebes sensibilisieren und sie gegebenenfalls in der Verwaltung des zugelassenen Eingliederungsbetriebes einbeziehen;

10° zusammen mit anderen Eingliederungsbetrieben aus demselben Bezirk eine jährliche Gesprächsrunde mit den in der Wallonischen Region zugelassenen sozialberuflichen Operatoren, mit Sozialhilfezentren, mit dem "Comité subrégional pour l'Emploi et la Formation" (unterregionaler Ausschuss für Beschäftigung und Ausbildung), mit dem FOREm, mit dem "Mission régionale pour l'Emploi" (regionaler Beschäftigungsdienst), mit der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) sowie mit den Sozialpartnern aus den paritätischen Kommissionen, von denen die benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmer, die innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs tätig sind, abhängen, oder die aktive Teilnahme an Treffen über den gleichen Gegenstand nachweisen können, veranstalten oder gemeinsam veranstalten;

11° was die Arbeitnehmer mit einer Behinderung betrifft, die erforderlichen vernünftigen Anpassungen zu analysieren und diese Analyse dem Betriebsleiter mitzuteilen.

§ 2. Der soziale Betreuer ist nach von dem Minister bestimmten Modalitäten und mindestens im Rahmen eines halbzweijährigen Arbeitsvertrags zuständig für die soziale Betreuung nach § 1 und führt die Aufgaben nach § 1 aus, unter Ausschluss jeder Aktivität zur Erzeugung von Gütern oder Leistung von Diensten und von jeder Aktivität, die in den Rahmen der Verwaltung und der Personalverwaltung und, im weiteren Sinne, des Eingliederungsbetriebs fällt.

§ 3. Der soziale Betreuer genügt zumindest einer der folgenden Bedingungen:

1° entweder Inhaber eines Diploms des Höheren Unterrichts in der sozialen, psychologischen oder pädagogischen Richtung sein;

2° oder eine berufliche Erfahrung von mindestens drei Jahren in einem Verantwortungsposten im Bereich "Human Resources" in der sozialberuflichen Eingliederung oder in einer Funktion der psychosozialen Betreuung haben.

**Art. 12** - Der Minister bestimmt zusammen mit dem Minister, der für die berufliche Ausbildung zuständig ist, den Inhalt und die Durchführungsmodalitäten der Vereinbarung, die in Art. 2, § 1., Absatz 1, 15° des Dekrets. genannt wird.

Diese Vereinbarung unterliegt dem Gutachten des FOREm, der übrigens den Eingliederungsbetrieb über die den Arbeitnehmern vorzuschlagenden Ausbildungen und die zwecks der Organisation dieser Ausbildungen zu aktivierenden Operatoren berät.

**Art. 13** - § 1. Die folgenden Zeiträume werden Perioden des Anspruchs auf Arbeitslosengeld oder Eingliederungszulage zwecks des Erhalts des Status als benachteiligter oder stark benachteiligter Arbeitnehmer, gleichgestellt.

1° die Perioden, die während einer Periode völlig entschädigter Arbeitslosigkeit zu der Zahlung einer Entschädigung gemäß der gesetzlichen bzw. verordnungsmäßigen Bestimmungen in Sache Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität oder in Sache Mutterschaftsversicherung Anlass gegeben haben;

2° die Perioden der Vollarbeitslosigkeit, die durch Urlaubsgeld gedeckt sind;

3° die Haft-, Inhaftierungs- oder Internierungsperioden während einer Periode der entschädigten Vollarbeitslosigkeit oder des Eingliederungspraktikums;

4° die Perioden des Eingliederungspraktikums im Sinne von Art.36 des Königlichen Erlasses von 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit;

5° andere nicht entschädigte Perioden, nämlich Perioden während deren der Arbeitssuchende durch einen Arbeitsvertrag oder eine Praktikumsvereinbarung nach Punkt 4° gebunden ist, die höchstens vier Monate von den vierundzwanzig Monaten vor der Zeitpunkt der Einstellung durch den Eingliederungsbetrieb betragen.

§ 2. Die folgenden Personen werden den Anspruchsberechtigten der Regelungen gleichgestellt, die durch oder kraft des Gesetzbuches über die Gesundheit und die Sozialen Maßnahmen verabschiedet wurden:

1° die Personen, die anerkannt worden sind von:

a) der "Agence wallonne d'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonischen Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen), nach dem Wallonischen Gesetzbuch über die Gesundheit und die Sozialen Maßnahmen, oder

b) dem "Service bruxellois pour l'Intégration des Personnes handicapées (Phare)" (Brüsseler Dienst für die Integration behinderter Personen) oder vom "Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB)" (Dienst für Arbeitsvermittlung und berufliche Ausbildung), oder

c) dem Dienst für die Integration behinderter Personen, nach dem Dekret der "Commission communautaire française" (französische Gemeinschaftskommission) vom 4. März 1999 bezüglich der sozialen und beruflichen Integration der behinderten Personen, oder

d) der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung, nach dem Dekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. Juni 1990 zur Einrichtung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung, oder

e) der "flämischen Agentur für Personen mit einer Behinderung nach dem Dekret vom 7. Mai 2004 zur Einrichtung einer internen verselbstständigten Agentur, die über die Rechtspersönlichkeit "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap" verfügt;

und die eine Bescheinigung oder einen Beschluss einer dieser Institutionen vorlegen;

2° die Personen, die Opfer eines Arbeitsunfalls gewesen sind und eine durch den Fonds für Arbeitsunfälle oder durch das staatliche sozialmedizinische Amt ausgestellte Bescheinigung, in der eine Unfähigkeit von mindestens 30% anerkannt wird, vorlegen;

3° die Personen, die Opfer einer Berufskrankheit gewesen sind und eine durch den Fonds für Arbeitsunfälle oder durch das staatliche sozialmedizinische Amt ausgestellte Bescheinigung, in der eine Unfähigkeit von mindestens 30% anerkannt wird, vorlegen;

4° die Personen, die Opfer eines außerberuflichen Unfalls gewesen sind und eine durch die Kanzlei des Gerichts ausgestellte Abschrift des Urteils oder des Erlasses, in dem bescheinigt wird, dass die Behinderung oder die Unfähigkeit mindestens 30% beträgt, vorlegen;

5° die Personen, die Opfer eines Haushaltsunfalls gewesen sind und eine Abschrift des Beschlusses der Versicherungseinrichtung vorlegen, in dem bescheinigt wird, dass die permanente Unfähigkeit mindestens 30% beträgt;

6° alle ärztlichen Bedingungen erfüllen, um eine Einkommensersatz- oder Eingliederungsbefreiung kraft des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfe in Anspruch zu nehmen oder sie effektiv in Anspruch nehmen, und eine Bescheinigung des Föderales Öffentlichen Dienstes Sozialversicherung vorlegen;

7° für die Ausübung ihrer gewöhnlichen Tätigkeiten als unfähig erklärt worden sind, aber für die Ausübung bestimmter vom staatlichen sozialmedizinischen Amt bestimmten spezifischen Funktionen als fähig erklärt worden sind.



**Art. 14** - Zusammen mit dem Minister für Beschäftigung bestimmt der Minister den Inhalt der in Art. 7 des Dekrets genannten Bescheinigung sowie die Modalitäten für deren Ausstellung und Gültigkeit. Er bestimmt das FOREM als den Dienst, der mit der Ausstellung dieser Bescheinigung beauftragt ist.

**Art. 15** - Gemäß Art. 5, Absätzen 1 und 2 des Dekrets werden die vor dem Inkrafttreten des Dekrets beschäftigten Arbeitnehmer, die zur Gewährung von Zuschüssen im Rahmen des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe oder des Dekrets vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe Anlass geben, benachteiligten Arbeitnehmern gleichgestellt und geben Anlass zur Gewährung der Zuschüsse nach Art. 8 und 9 des Dekrets.

Was den Zuschuss nach Art. 8 des Dekrets betrifft, beschränkt sich dieser Vorteil auf den für den Restbetrag der vier Jahre, während deren der Zuschuss gewährt werden kann, geschuldeten Zuschuss.

...

Gemäß Art. 5, Absätze 1 und 2 des Dekrets, werden die Arbeitnehmer, die mit der Definition des benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmers übereinstimmen, die im Rahmen eines im Laufe des Jahres vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets geschlossenen Arbeitsvertrags beschäftigt waren, der mit einem Betrieb geschlossen war, der nicht im Rahmen des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe oder im Rahmen des Dekrets vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe zugelassen war, der aber die Bedingungen des Dekrets erfüllt, benachteiligten Arbeitnehmern gleichgestellt und geben Anlass zur Gewährung der Zuschüsse nach Art. 8 und 9 des Dekrets, sobald der Eingliederungsbetrieb zugelassen ist.

Was den Zuschuss nach Art. 8 des Dekrets betrifft, beschränkt sich dieser Vorteil nach den vom Minister bestimmten Modalitäten auf den für den Restbetrag der vier Jahre, während deren den Zuschuss gewährt werden kann, geschuldeten Zuschuss.

Die mit der Definition des benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmers übereinstimmenden Arbeitnehmer, die im Rahmen eines Arbeitsvertrags beschäftigt waren, der für ihre Arbeitgeber zu einer Ermäßigung des Arbeitgeberbeitrags Anlass gibt wegen ihrer Eigenschaft als Langzeit-Arbeitsuchende bei einer lokalen Beschäftigungsagentur, einem Sozialhilfzentrum, einer durch Kapitel XII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die Sozialhilfzentren geregelten Vereinigung oder einer von der Wallonischen Region zugelassenen Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht für sozialberufliche Eingliederung, die Aktivitäten und diesbezüglichen Arbeitsverträgen ein Ende setzen, werden benachteiligten Arbeitnehmern gleichgestellt und geben gegebenenfalls Anlass zur Gewährung der Zuschüsse, insoweit die betroffenen Arbeitnehmer binnen einer Frist, die sechs Monate nicht überschreitet, von einem zugelassenen Eingliederungsbetrieb eingestellt werden.

Was den Zuschuss nach Art. 8 des Dekrets betrifft, beschränkt sich dieser Vorteil auf den mit der Einstellung von benachteiligten Arbeitnehmern zusammenhängenden Zuschuss, der für den Restbetrag der vier Jahre, während deren der Zuschuss gewährt werden kann, geschuldet wird, unter Abzug der Perioden der Beschäftigung bei einer lokalen Beschäftigungsagentur, einem Sozialhilfzentrum, einer vom Kapitel XII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die Sozialhilfzentren geregelten Vereinigung oder einer von der Wallonischen Region zugelassenen Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht für sozialberufliche Eingliederung, nach Absatz 5.

**Art. 16** - § 1. Der globale Betrag des Zuschusses nach Art. 8 des Dekrets, der dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb nach Art. 2, § 1, Absatz 1, 5<sup>o</sup>, a) und b) des Dekrets, zwecks der Förderung der nachhaltigen und qualitativen Eingliederung eines benachteiligten Arbeitnehmers gewährt wird, beträgt 18 000 Euro im Falle einer Einstellung dieses Arbeitnehmers im Rahmen eines vollzeitigen Arbeitsvertrags und wenn für ihn die Sätze der paritätischen Kommissionen Nummern 121, 124, 145 und 302 gelten.

Der globale Betrag des Zuschusses, der dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb nach Art. 2, § 1, Absatz 1, 5<sup>o</sup>, c) des Dekrets, zwecks der Förderung der nachhaltigen und qualitativen Eingliederung eines benachteiligten Arbeitnehmers gewährt wird, beträgt 10.800 Euro im Falle einer Einstellung dieses Arbeitnehmers im Rahmen eines vollzeitigen Arbeitsvertrags und wenn für ihn die Sätze der paritätischen Kommissionen Nummern 121, 124, 145 und 302 gelten.

Der globale Betrag des Zuschusses, der dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb nach Art. 2, § 1, Absatz 1, 5<sup>o</sup>, a) und b) des Dekrets, zwecks der Förderung der nachhaltigen und qualitativen Eingliederung eines benachteiligten Arbeitnehmers gewährt wird, beträgt 15 000 Euro im Falle einer Einstellung dieses Arbeitnehmers im Rahmen eines vollzeitigen Arbeitsvertrags und wenn für ihn die Sätze jeder anderen paritätischen Kommission als Nummern 121, 124, 145 und 302 gelten.

Der globale Betrag des Zuschusses, der dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb nach Art. 2, § 1, Absatz 1, 5<sup>o</sup>, c) des Dekrets zwecks der Förderung der nachhaltigen und qualitativen Eingliederung eines benachteiligten Arbeitnehmers gewährt wird, beträgt 9.000 Euro im Falle einer Einstellung dieses Arbeitnehmers im Rahmen eines vollzeitigen Arbeitsvertrags und wenn für ihn die Sätze jeder anderen paritätischen Kommission als Nummern 121, 124, 145 und 302 gelten.

§ 2. Der globale Betrag der Zuschüsse nach § 1 wird verdoppelt, wenn der eingestellte Arbeitnehmer nach § 1 als stark benachteiligt gilt.

§ 3. Die Zuschüsse nach § 1 und § 2 werden vier Jahre lang in Höhe von fünfundzwanzig Prozent pro Jahr eingezahlt, ab der Einstellung des Arbeitnehmers nach §§ 1 und 2, nach den in Art. 18 bis 21 bestimmten Modalitäten und insoweit die in Art. 8 bis 10 des Dekrets bestimmten Kriterien eingehalten werden.

§ 4. Nach den vom Minister bestimmten Modalitäten wird der Betrag der in § 1 und § 2 bestimmten Zuschüsse je nach der Arbeitszeit der Arbeitnehmer in Volleinheiten berechnet. Gegebenenfalls kann er je nach den eventuellen Änderungen dieser Entlohnung und der Dauer der Arbeitszeit während der ganzen Periode der Bezuschussung des o.g. Arbeitnehmers revidiert werden.

Der Minister bestimmt sowohl die Methode zur Berechnung der Arbeitszeit des o.g. Arbeitnehmers, die einer Volleinheit entspricht, als auch den Begriff der „Entlohnung“.

**Art. 17** - § 1. Der Jahresbetrag des Zuschusses, der in Artikel 9 des Dekrets erwähnt ist, beläuft sich höchstens auf:

1<sup>o</sup> 100.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl des zugelassenen Eingliederungsbetriebs mindestens sechzig Arbeitnehmer beträgt, die zum Zeitpunkt ihrer Anstellung durch den Eingliederungsbetrieb als benachteiligte bzw. stark benachteiligte Arbeitnehmer galten, und sofern der Betrieb belegen kann, dass mindestens zwei Arbeitnehmer zu seinem Personal gehören, die ausschließlich für die Durchführung von Aufträgen zur sozialen Betreuung im Sinne von Artikel 11 angestellt sind, und deren Arbeitszeit gemäß Artikel 16, § 4, Absatz 2 in Vollzeitgleichwerten berechnet wird und mindestens einer Halbzeitbeschäftigung je sozialen Betreuer entspricht.

2<sup>o</sup> 75.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl des zugelassenen Eingliederungsbetriebs mindestens fünfundvierzig Arbeitnehmer beträgt, die zum Zeitpunkt ihrer Anstellung durch den Eingliederungsbetrieb als benachteiligte bzw. stark benachteiligte Arbeitnehmer galten, und sofern der Betrieb belegen kann, dass mindestens eineinhalb Arbeitnehmer zu seinem Personal gehören, die ausschließlich für die Durchführung von Aufträgen zur sozialen Betreuung im Sinne von Artikel 11 angestellt sind, und deren Arbeitszeit gemäß Artikel 16, § 4, Absatz 2 in Vollzeitgleichwerten berechnet wird und mindestens einer Halbzeitbeschäftigung je sozialen Betreuer entspricht.

3° 50.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl des zugelassenen Eingliederungsbetriebs mindestens fünfundzwanzig Arbeitnehmer beträgt, die zum Zeitpunkt ihrer Anstellung durch den Eingliederungsbetrieb als benachteiligte bzw. stark benachteiligte Arbeitnehmer galten, und sofern der Betrieb belegen kann, dass mindestens ein Arbeitnehmer zu seinem Personal gehört, der ausschließlich für die Durchführung von Aufträgen zur sozialen Betreuung im Sinne von Artikel 11 angestellt ist, und dessen Arbeitszeit gemäß Artikel 16, § 4, Absatz 2 in Vollzeitgleichwerten berechnet wird und mindestens einer Halbzeitbeschäftigung je sozialen Betreuer entspricht.

4° 25.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl des zugelassenen Eingliederungsbetriebs mindestens acht Arbeitnehmer beträgt, die zum Zeitpunkt ihrer Anstellung durch den Eingliederungsbetrieb als benachteiligte bzw. stark benachteiligte Arbeitnehmer galten, und sofern der Betrieb belegen kann, dass mindestens ein halber Arbeitnehmer zu seinem Personal gehört, dessen Arbeitszeit gemäß Artikel 16, § 4, Absatz 2 in Vollzeitgleichwerten berechnet wird, und der ausschließlich für die Durchführung von Aufträgen zur sozialen Betreuung im Sinne von Artikel 11 angestellt ist.

§ 2. Dieser Zuschuss ist zur Deckung der Lohnkosten für den bzw. die sozialen Betreuer bestimmt, einschließlich ihrer Fahrtkosten sowie ihrer Funktionskosten in Höhe von maximal fünfzehn Prozent der Lohnkosten.

**Art. 18 - § 1.** Um die Zuschüsse zu beziehen, die in Artikel 8 und 9 des Dekrets erwähnt sind, hat der zugelassene Eingliederungsbetrieb bei der Verwaltung einen Antrag einzureichen, der gemäß den vom Minister bestimmten Modalitäten Beweismittel für die Einhaltung der Verpflichtungen, die in Artikel 2 und 10 des Dekrets sowie in Artikel 3.1 der De-minimis-Verordnung für die DAWI erwähnt sind, enthält.

In Abweichung von Absatz 1 darf ein noch nicht zugelassener Eingliederungsbetrieb einen Bezuschussungsantrag einreichen, insofern er gleichzeitig eine Zulassung beantragt. Allerdings wird sein Bezuschussungsantrag erst dann berücksichtigt, wenn die Zulassung erlangt worden ist.

Der Bezuschussungsantrag darf gleichzeitig mit dem Antrag auf Zulassung oder Zulassungserneuerung eingereicht werden.

§ 2. Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Bezuschussungsantrags richtet die Verwaltung an den zugelassenen Eingliederungsbetrieb:

1° entweder eine Empfangsbestätigung, die die Vollständigkeit der Akte bezeugt;

2° oder eine Meldung, durch die er aufgefordert wird, innerhalb von fünfzehn Tagen nach Empfang dieser Meldung die Akte zu vervollständigen.

Die in Absatz 1, 2° erwähnte Frist kann auf begründeten und von der Verwaltung angenommenen Antrag des zugelassenen Eingliederungsbetriebs um höchstens dreißig Tage verlängert werden. Nach Ablauf dieser Frist und wenn die Akte nicht vervollständigt wurde, wird der Antrag nicht weiter bearbeitet.

Sobald die Verwaltung über eine vollständige Akte verfügt, setzt sie den Eingliederungsbetrieb von der Vollständigkeit der Akte in Kenntnis.

Die vollständige Akte wird von der Verwaltung je nach den geltenden Regeln in Sachen Haushaltsgrenzen dem Minister oder dem beauftragten Beamten übermittelt, der dann über den Bezuschussungsantrag befindet.

Der Minister oder der beauftragte Beamte, je nach den geltenden Regeln in Sachen Haushaltsgrenzen, hat innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte, so wie sie von der Verwaltung entsendet wurde, über den Bezuschussungsantrag zu befinden.

Innerhalb von fünfzehn Tagen teilt die Verwaltung dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb die Beschlüsse per Einschreiben mit.

**Art. 19 - § 1.** Die Auszahlung der Zuschüsse, die in Artikel 8 und 9 des Dekrets erwähnt sind, wird folgendermaßen vorgenommen:

1° sobald der in Artikel 18 erwähnte Bezuschussungsantrag eingereicht worden ist, zahlt der beantragte Beamte einen ersten Vorschuss aus, in Höhe von fünfundsiebzig Prozent des Jahresbetrags des Zuschusses, so wie er auf der Grundlage der in Artikel 16 festgelegten Kriterien, was den in Artikel 8 des Dekrets erwähnten Zuschuss betrifft, und auf der Grundlage der in Artikel 17 festgelegten Kriterien, was den in Artikel 9 des Dekrets erwähnten Zuschuss betrifft, berechnet wird.

2° sobald die Belege, die vom Minister gemäß Artikel 3.1 der De-minimis-Verordnung für die DAWI zum Nachweis der hundertprozentigen Verwendung des jährlichen Zuschusses - d.h. des Vorschusses und des Restbetrags - bestimmt sind, von dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb der Verwaltung zugeschickt worden sind, zahlt der beauftragte Beamte den Restbetrag sowie den neuen Vorschuss in Höhe von fünfundsiebzig Prozent des Jahresbetrags des Zuschusses aus;

3° die späteren Vorschüsse und Restbeträge werden wieder gemäß 1° und 2° ausgezahlt.

§ 2. Die Auszahlung des Zuschusses, der in Artikel 10, Absatz 1, 13° des Dekrets erwähnt ist, wird jährlich vom beauftragten Beamten vorgenommen, auf der Grundlage einer vom zugelassenen Eingliederungsbetrieb bei der Verwaltung eingereichten Forderungsanmeldung zur Bestätigung, dass der Betrieb bei einem zugelassenen Sozialsekretariat oder bei der Personalabteilung einer lokalen Behörde eingeschrieben ist.

**Art. 20 - § 1.** Unter Netto-Schaffung von Arbeitsplätzen versteht man das zusätzliche Personal im Vergleich zum Bezugsniveau der Beschäftigung, so wie es in Artikel 1, Absatz 1, 8° des Dekrets bestimmt ist.

§ 2. Der in Artikel 8 des Dekrets erwähnte Zuschuss wird gewährt, wenn der benachteiligte bzw. stark benachteiligte Arbeitnehmer einen zusätzlichen Arbeitnehmer darstellt oder einen Arbeitnehmer ersetzt, der aus einem der in § 6, Absatz 3 angeführten Gründen aus dem Betrieb ausgeschieden ist.

§ 3. In Abweichung von § 1 kann der Minister nach Begutachtung durch den Ausschuss einem Eingliederungsbetrieb erlauben, die Beschäftigtenzahl seines Personals zeitweise zu verringern, wenn er mit Schwierigkeiten umgehen muss, insbesondere wegen des Verlusts eines öffentlichen Auftrags oder eines wichtigen Vertrags oder einer bedeutenden Anzahl von Verträgen, oder wenn er außergewöhnlich ungünstigen wirtschaftlichen Umständen ausgesetzt ist im Sinne von Artikel 39bis des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge.

§ 4. Der zugelassene Eingliederungsbetrieb hat binnen einer Frist von neunzig Tagen nach dem Ende des betreffenden Quartals die in § 1 erwähnten beweiskräftigen Unterlagen hinsichtlich des Bezugsniveaus der Beschäftigung, die das Bezugsquartal betreffen, der Verwaltung zu übermitteln.

§ 5. Die Überprüfung des Bezugsniveaus der Beschäftigung, der Netto-Erhöhung des Bezugsniveaus der Beschäftigung sowie von dessen Aufrechterhaltung in der Zeitspanne, die in Artikel 10, Absatz 1, 6° des Dekrets angegeben ist, wird von der Verwaltung gewährleistet unter Berücksichtigung der Daten, die vom Sozialsekretariat, von der Personalabteilung des zugelassenen Eingliederungsbetriebs, die von einer lokalen Behörde abhängt, oder von dem in Artikel 10, Absatz 4 des Dekrets erwähnten internen Sozialsekretariatsdienst geliefert wurden, oder die durch Zugang zum Nationalregister, zur Zentralen Datenbank der Unternehmen und zur Zentralen Datenbank des Landesamtes für soziale Sicherheit erreicht wurden.

Während der Zulassungsdauer wird davon ausgegangen, dass die Beschäftigtenzahl aufrechterhalten wird, wenn sie mindestens dem Bezugsniveau der Beschäftigung entspricht.

Auch wenn der zugelassene Eingliederungsbetrieb die Ersetzung eines jeden Arbeitnehmers, der in den Ruhestand versetzt wird oder verstorben ist, der freiwillig aus dem Betrieb ausgeschieden ist, der bleibend arbeitsunfähig und daher endgültig an der Wiederaufnahme der vertraglich bestimmten Arbeit gehindert ist, oder der wegen eines schwerwiegenden Fehlers oder aus einem bestimmten Grund entlassen wurde, innerhalb von drei Monaten nach seinem Austritt bzw. Ableben vornimmt, wird davon ausgegangen, dass er seine Beschäftigtenzahl aufrechterhalten hat.

**Art. 21** - In Übereinstimmung mit Artikel 2, § 1, Absatz 1, 13° des Dekrets werden die Berechnung und die Kontrolle der Lohndifferenz nach den vom Minister bestimmten Modalitäten durchgeführt, indem bei gleichem Besoldungsdienstalter nach den Sätzen der innerhalb der betroffenen paritätischen Kommission(en) geltenden Gehaltstabellen zwischen der niedrigsten Entlohnung eines Arbeitnehmers innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs und der höchsten Entlohnung verglichen wird.

In Übereinstimmung mit Artikel 2, § 1, Absatz 1, 13° des Dekrets wird der in Absatz 1 erwähnte Vergleich auf jährlicher Basis mit Bezug auf das Kalenderjahr vorgenommen.

Waren der Arbeitnehmer mit der niedrigsten oder der mit der höchsten Entlohnung nicht während des ganzen Jahres beschäftigt, so wird eine Angleichung der besagten Entlohnungen durchgeführt, die ggf. ihren Betrag auf jährlicher Basis bestimmt.

Zur Bestimmung des Begriffes "Vollzeitgleichwert" ist auf den Arbeitsvertrag eines innerhalb des Betriebs vollzeitbeschäftigten Arbeitnehmers Bezug zu nehmen. In Ermangelung eines schriftlichen Vertrags entspricht die normale Arbeitszeitregelung derjenigen, die innerhalb des betreffenden Betriebs auf vollzeitbeschäftigte Arbeitnehmer angewendet wird.

Infolgedessen ist es angebracht, auf der Grundlage einer Vollzeitbeschäftigung bei jeder Teilzeitarbeitsleistung eine Angleichung vorzunehmen.

Für einen Verwalter werden das Anwesenheitsgeld und die Fahrtkostenentschädigung einer Entlohnung nicht gleichgestellt, sofern sie einen Jahresbetrag von 1.400 Euro pro Mandat in einem Eingliederungsbetrieb nicht überschreiten, der nach den vom Minister festgelegten Modalitätenindexiert werden kann, wobei höchstens drei Mandate berücksichtigt werden dürfen.

Wenn ein Arbeitnehmer, ein Verwalter, ein Betriebsleiter oder ein geschäftsführender Verwalter Entlohnungen von mehreren zugelassenen Eingliederungsbetrieben erhalten, so sind zur Berechnung der Entlohnung ihre gesamten Einkommen zusammenzuzählen.

Die Berechnung erfolgt auf der Grundlage von Bruttobeträgen unter Berücksichtigung, neben der Entlohnung, der gesetzlichen und freiwilligen Sozialleistungen.

Zu diesem Zweck werden die Einkommen mitberechnet, die im steuerrechtlichen Gehaltszettel, so wie er vom Öffentlichen Dienst Finanzen bestimmt ist oder ggf. nach einer Kontrolle durch die Steuerverwaltung geändert wurde, angeführt sind.

Die angegebene Arbeitszeit in Stunden pro Woche wird auf den innerhalb des Betriebs anwendbaren Vollzeit-Stundenplan begrenzt. Somit wird davon ausgegangen, dass jede Entlohnung im weiteren Sinne, die ein Arbeitnehmer, ein Verwalter, ein Betriebsleiter oder ein geschäftsführender Verwalter bezieht, maximal für eine Vollzeitbeschäftigung erhalten worden ist.

**Art. 22** - Der Minister oder der beauftragte Beamte können den Beschluss zur Gewährung des in Artikel 9 erwähnten Zuschusses aufrechterhalten:

1° wenn die Nichtbeachtung der in Art. 2 und 10 des Dekrets angeführten Bedingungen auf einen Fall höherer Gewalt im Sinne von Art. 16, § 1, 1° des Dekrets zurückzuführen ist;

2° in den in Art. 16, § 1, 2° des Dekrets erwähnten Fällen, unter der Voraussetzung:

a) dass die wirtschaftliche Tätigkeit des zugelassenen Eingliederungsbetriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird;

b) dass die Zuschüsse sowie die Arbeitnehmer, auf die sie sich beziehen, auf einen anderen zugelassenen Eingliederungsbetrieb übertragen werden;

c) dass im Falle einer Kündigung Begleitmaßnahmen eingeleitet werden.

**Art. 23** - Der Minister oder der beauftragte Beamte sind befugt, eine der Maßnahmen, die in Artikel 14, Absatz 1 des Dekrets erwähnt sind, zu treffen;

Zuvor werden der Betriebsleiter und der Vorsitzende des Verwaltungsorgans oder ihre ordnungsgemäß bevollmächtigten Vertreter von dem Ausschuss angehört.

Mindestens dreißig Tage vor ihrer Anhörung werden sie in Kenntnis davon gesetzt:

1° an welchem Datum und aus welchen Gründen die Anhörung stattfinden soll;

2° ggf. dass der Betriebsleiter und der Vorsitzende des Verwaltungsorgans durch eine bevollmächtigte Person vertreten werden sollen oder könnten;

3° ob sie die Möglichkeit haben, die Akte in Bezug auf diese Anhörung einzusehen.

Binnen einer Frist von hundertzwanzig Tagen ab der in Absatz 2 erwähnten Anhörung beschließt der Minister oder der beauftragte Beamte über eine der in Artikel 14, Absatz 1 des Dekrets erwähnten Maßnahmen, und dieser Beschluss wird binnen zehn Tagen nach seinem Eingang bei der Verwaltung dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb mitgeteilt.

**Art. 24** - In Übereinstimmung mit den Artikeln 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung werden die unberechtigterweise ausgezahlten Zuschüsse mit allen Rechtsmitteln zurückgefordert, einschließlich der Aufrechnung.

**Art. 25** - Der Minister bezeichnet die endgültig ernannten Inspektionsbediensteten, die mit der Überwachung und der Kontrolle im Hinblick auf das Dekret und den vorliegenden Erlass beauftragt sind.

**Art. 26** - Spätestens am 31. März eines jeden Jahres ab dem Jahr 2014 erstattet der Minister dem "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Wallonischer Rat der Sozialwirtschaft) und dem Wallonischen Parlament Bericht über die Durchführung des Dekrets und des vorliegenden Erlasses. Vorher wird dieser Bericht durch die Regierung gutgeheißen. In Übereinstimmung mit Artikel 11 der AGFV erstattet er auch jährlich der Europäischen Kommission Bericht über die Durchführungsbedingungen der AGFV im Rahmen der Durchführung des Dekrets und des vorliegenden Erlasses.

**Art. 27** - Die Fristen im Rahmen des vorliegenden Erlasses werden in Tagen berechnet. Der Tag des Aktes, der den Ausgangspunkt für die Frist bildet, ist in dieser Frist nicht miteingeschlossen. Der Verfalltag gehört zur Frist. Wenn aber dieser Tag ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird der Fälligkeitstermin auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

Bei der Berechnung der Fristen werden die Monate Juli und August nicht berücksichtigt.



**Art. 28** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe wird aufgehoben.

Art. 29 - Das Dekret vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe und der vorliegende Erlass treten am 31. Januar 2013 in Kraft

**Art. 30** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. Januar 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/201331]

### 31 JANUARI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 dat de machtigingen van de Minister bevoegd voor Sociale Economie vastlegt, inzonderheid bedoeld in de artikelen 2, § 1, eerste lid, 9<sup>o</sup> en 114<sup>o</sup>, 8, tweede lid, 2<sup>o</sup> en 11;

Gelet op het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, artikel 6;

Gelet op het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven, artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 16, 17, 18 en 23;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juni 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 juni 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 8 oktober 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Waalse Raad voor Sociale Economie), gegeven op 17 oktober 2012;

Gelet op het advies nr. 52.673/2 van de Raad van State, gegeven op 23 januari 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> het decreet : het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

2<sup>o</sup> de Minister : de Minister bevoegd voor Sociale Economie;

3<sup>o</sup> de Administratie : de Directie Sociale Economie van het Departement Economische Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

4<sup>o</sup> de "FOREM" : de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

5<sup>o</sup> de gemachtigd ambtenaar : één van de ambtenaren bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst;

6<sup>o</sup> de Commissie : de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven bedoeld in artikel 6 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie;

7<sup>o</sup> de "R.G.E.C." : De algemene groepsvrijstellingsverordening, namelijk Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening), *Publicatieblad van de Europese Unie*, L 214/3, van 9.8.2008;

8<sup>o</sup> de minimis-verordening voor de diensten van algemeen economisch belang : Verordening nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de minimissteun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen, *Publicatieblad van de Europese Unie*, L 114/8, van 26.04.2012;

9<sup>o</sup> NACE-BEL-code : de laatste officiële versie van de NACE-BEL classificatie juist aangepast aan de NACE Rev. 2 opgesteld krachtens Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische classificatie van economische activiteiten NACE Rev. 2 en tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3037/90 en enkele EG-verordeningen op specifieke statistische gebieden (*Publicatieblad*, L 303 van 30.12.2006);

10<sup>o</sup> de Inspectie : het Departement Inspectie van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 2.** § 1. De aanvraag om erkenning, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, wordt door de aanvraagster bij aangetekende postzending bij de administratie ingediend. Ze gaat vergezeld van een dossier bestaande uit :

1<sup>o</sup> de statuten, desgevallend gecoördineerd, van de aanvraagster;

2<sup>o</sup> het bewijs van de registratie bij de Kruispuntbank van de Ondernemingen of, desgevallend, het bewijs van de voorafgaande melding bedoeld in artikel 139 van de programmawet (I) van 27 december 2006;



3° de samenstelling van het beheersorgaan alsook alle gegevens die nodig zijn voor de controle op de naleving van artikel 2, § 1, eerste lid, 4° en 5°, van het decreet;

4° wat betreft de aanvrager zoals bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 5°, b) en c), van het decreet, de samenstelling van het kapitaal of de identificeerbare verdeling van de stemrechten zoals voortvloeit uit het register van de aandelen op naam of aandelen;

5° de gegevens en informatie die bewijzen dat de situatie van de aanvrager overeenkomt met de criteria bedoeld in de eerste bijlage bij de "R.G.E.C.";

6° de gegevens en informatie die bewijzen dat de aanvrager kan genieten van de bepalingen van het minimis-Reglement voor de "S.I.E.G.";

7° de gegevens en informatie die, desgevallend, bewijzen dat de situatie van de aanvrager zoals bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 5°, c), van het decreet, overeenstemt met het decreet;

8° een omschrijving van het project van duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling van de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers dat de aanvrager leidt of gaat leiden, met inbegrip van de materiële en menselijke middelen, en meer bepaald de middelen die voorzien zijn voor de sociale begeleiding van de bedoelde werknemers, aangewend voor de uitvoering van dit inschakelingsproject;

9° een overzicht van het personeel dat voor de sociale begeleiding van de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers zal zorgen met, voor elk lid, de vermelding van zijn kwalificaties en functies binnen de aanvrager;

10° het voorontwerp zoals bepaald in artikel 4 om de relevantie van de activiteit en de economische levensvatbaarheid van het inschakelingsbedrijf te evalueren op basis van een omschrijving van de activiteiten van de aanvrager en van de goederen en diensten die worden verleend of gepresteerd;

11° een voorstelling van de bevoegdheden en de ervaring van het bedrijfshoofd en, desgevallend, van de afgevaardigd bestuurder, zowel op het vlak van het economisch beheer als op het vlak van de human resources;

12° een attest op erewoord ondertekend door het bedrijfshoofd in de zin van artikel 1, eerste lid, 3°, van het decreet, waarin wordt bepaald dat de aanvrager voldoet aan de voorwaarden van artikel 2, § 1, eerste lid, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15°, 16° en 17°, van het decreet;

13° de overeenkomst bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 15°, van het decreet, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, in overeenstemming met de Minister die voor Beroepsopleiding bevoegd is en op de gezamenlijke voordracht van de overlegkoepel van de representatieve organisaties van de Sociale Economie en van de "FOREM";

14° een verbintenis, in geval van coëxistentie van een afgevaardigd bestuurder en een bedrijfshoofd, om artikel 2, § 1, tweede lid, van het decreet na te leven alsook de verdeling van de opdrachten tussen de afgevaardigd bestuurder en het bedrijfshoofd;

15° het bewijs dat ze niet valt onder één van de sectoren die van staatsteun uitgesloten zijn, met verwijzing naar de NACE-BEL 2008.

Een aanvraag, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, wordt door het bedrijf bedoeld in artikel 2, § 2, eerste lid, 2 en 3, van het decreet bij aangetekende postzending bij de administratie ingediend.

De Minister kan de aanvrager vrijstellen van het verstrekken van de documenten bedoeld in het eerste lid als deze documenten in het bezit zijn van de Administratie of de Inspectie via de toegang tot het rijksregister, de Kruispuntbank van Ondernemingen en de Kruispuntbank van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

De Minister kan de aanvragers bedoeld in het derde lid vrijstellen van het verstrekken van de documenten bedoeld in het model van aanvraag als deze documenten in het bezit zijn van de Administratie of de Sociale inspectie via de toegang tot het rijksregister, de Kruispuntbank van Ondernemingen en de Kruispuntbank van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

§ 2. Om de toelagen bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het decreet te kunnen genieten, moet het erkend inschakelingsbedrijf met inachtneming van artikel 1 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie het bewijs leveren volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, dat de volgende voorwaarden worden nageleefd :

1° de vennoten mogen geen of een beperkt vermogensvoordeel nastreven;

2° het sociale oogmerk van de activiteiten bedoeld in het maatschappelijk doel van het erkend inschakelingsbedrijf moet nauwkeurig omschreven worden en het voornaamste oogmerk van het bedrijf mag niet bestaan in het verlenen van een onrechtstreeks vermogensvoordeel aan de vennoten;

3° de winst wordt besteed overeenkomstig het interne en externe oogmerk van het erkend inschakelingsbedrijf met inachtneming van de hiërarchie vastgelegd in de statuten van het erkend inschakelingsbedrijf, en de wijze waarop de reserves worden gevormd, wordt omschreven;

4° geen enkele vennoot mag aan de stemming in de algemene vergadering deelnemen met meer dan een tiende van het aantal stemmen verbonden aan de vertegenwoordigde aandelen; dit percentage wordt op een twintigste gebracht wanneer een of meer vennoten de hoedanigheid hebben van personeelslid in dienst genomen door het erkend inschakelingsbedrijf;

5° het beperkte rechtstreekse vermogensvoordeel dat het erkend inschakelingsbedrijf aan de vennoten uitkeert, mag niet hoger zijn dan de rentevoet zoals vastgesteld in de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen, toegepast op het werkelijk gestorte bedrag van de aandelen;

6° de bestuurders of zaakvoerders brengen ieder jaar een bijzonder verslag uit op de algemene vergadering over de wijze waarop het erkend inschakelingsbedrijf toezicht heeft uitgeoefend op het oogmerk dat zij overeenkomstig punt 2° heeft vastgesteld;

7° de regels op grond waarvan elk personeelslid van het erkend inschakelingsbedrijf wordt ingelicht, tijdens het jaar van zijn indienstneming over de mogelijkheid die hem wordt geboden om de hoedanigheid van vennoot te verkrijgen, worden bepaald alsook de regels inzake regelmatige informatie van het personeel hieromtrent; deze bepaling is niet van toepassing op de personeelsleden die niet volledig handelingsbekwaam zijn;

8° de regels op grond waarvan een personeelslid dat niet langer door een arbeidsovereenkomst met het erkend inschakelingsbedrijf is gebonden, eventueel binnen het jaar na het einde van zijn overeenkomst met het erkend inschakelingsbedrijf, zijn hoedanigheid van vennoot verliest, worden bepaald;

9° in geval van faillissement of ontbinding van het erkend inschakelingsbedrijf, na de aanzuivering van het hele passief en de terugbetaling aan de vennoten van hun inbreng, zal hetgeen dat na de vereffening overblijft, een bestemming krijgen die zo nauw mogelijk aansluit bij het sociaal oogmerk van het erkend inschakelingsbedrijf;

10° in geval van overdracht van het erkend inschakelingsbedrijf of van een gedeelte ervan, wordt het vermogen, overeenkomstig de statutaire bepalingen, bestemd voor een rechtspersoon van wie het sociaal oogmerk zo dicht mogelijk aanleunt bij het oogmerk van het erkend inschakelingsbedrijf.

Het bijzonder verslag bedoeld in het eerste lid, 6°, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, stelt vast dat de uitgaven betreffende de investeringen, de werkingskosten en de bezoldigingen moeten worden uitgevoerd om de realisatie van het sociaal oogmerk van het erkend inschakelingsbedrijf te bevoorrechten.

**Art. 3.** Het mandaat waarbij het inschakelingsbedrijf belast wordt met de sociale begeleidingsopdracht van de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers in het kader van een "S.I.E.G." (Dienst van Algemeen Economisch Belang) is in overeenstemming met de bepalingen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4°, van het decreet en met artikel 11.

**Art. 4.** Het voorontwerp bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 10°, bevat de volgende elementen :

- 1° de algemene voorstelling van het project;
- 2° de voorstelling van de stichter(s);
- 3° de weerhouden rechtsvorm en bedrijfscategorie;
- 4° het oorspronkelijke financieringsplan;
- 5° het gedetailleerde vooruitgeplande omzetcijfer over minstens drie boekjaren
- 6° de gedetailleerde vooruitgeplande lasten over minstens drie boekjaren;
- 7° de resultatenrekening over minstens drie boekjaren;
- 8° het meerjarig financieringsplan;
- 9° de maandelijkse kasstroom van het eerste boekjaar;
- 10° de berekening van de rentabiliteitsdrempel.

De Minister bepaalt het model van voorontwerp.

**Art. 5.** De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, wordt bij aangetekende postzending bij de administratie ingediend, op zijn vroegst tweehonderd veertig dagen en uiterlijk honderd tachtig dagen voor de verstrijksdatum van de lopende erkenning. De aanvraag gaat vergezeld van een dossier met de wijzigingen in het dossier bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, en de volgende stukken :

1° de gegevens en inlichtingen op grond waarvan, desgevallend, kan worden nagegaan of de voorwaarden bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 6°, 7° en 10°, van het decreet, worden nageleefd;

2° de attesten op grond waarvan kan worden nagegaan of de voorwaarde bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 9°, van het decreet wordt nageleefd;

3° in voorkomend geval, de fiscale attesten, van de R.S.Z., de btw en van het Fonds voor bestaanszekerheid van het betrokken paritair comité op grond waarvan kan worden nagegaan of de voorwaarde bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 11°, van het decreet wordt nageleefd;

4° een attest dat voldoet aan de voorwaarden betreffende de bezoldiging van de werknemers van het erkend inschakelingsbedrijf bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 12° en 13°, van het decreet, dat uitgaat van het sociaal secretariaat of de dienst belast met het beheer van de human resources die onder een plaatselijk bestuur ressorteert in de zin van artikel 1, eerste lid, 10°, van het decreet, of een interne dienst voor sociaal secretariaat bedoeld in artikel 10, vierde lid, van het decreet;

5° de evaluatie van de uitvoering van de overeenkomst bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 15°, van het decreet;

6° elke inlichting op grond waarvan, in voorkomend geval, kan worden nagegaan of de voorwaarde bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 17°, van het decreet wordt nageleefd.

Een aanvraag tot hernieuwing van de erkenning, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, wordt door het bedrijf bedoeld in artikel 2, § 2, eerste lid, 2 en 3, van het decreet bij aangetekende postzending bij de Administratie ingediend binnen de door het eerste lid bedoelde termijn.

De Minister kan de aanvraagsters vrijstellen van het verstrekken van de documenten bedoeld in het eerste lid als deze documenten in het bezit zijn van de Administratie of de Inspectie via de toegang tot het rijksregister, de Kruispuntbank van Ondernemingen en de Kruispuntbank van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

In afwijking van het eerste lid, worden de aanvraagsters waarvan de erkenning voor vier jaar stilzwijgend wordt verlengd, overeenkomstig artikel 3, tweede lid, van het decreet, vrijgesteld van het indienen van een aanvraag om verlenging van de erkenning.

In geval van opzegging door de Minister of de aanvraagster van de stilzwijgende verlenging, uiterlijk honderd tachtig dagen vóór de vervaldatum van de lopende erkenning, wordt de aanvraagster vóór elke beslissing echter gehoord overeenkomstig artikel 10.

**Art. 6.** Een aanvraag om erkenning of om verlenging van de erkenning mag niet worden ingediend door een aanvraagster van wie de erkenning als erkend inschakelingsbedrijf het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot intrekking of schorsing en, in geval van beslissing tot schorsing van de erkenning, tijdens de duur van de schorsing, behalve als de vervaldatum van de erkenning plaatsvindt tijdens de schorsingsperiode.

**Art. 7.** Binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag tot toekenning of hernieuwing van de erkenning, stuurt de Administratie naar de aanvraagster hetzij :

1° een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is;

2° een bericht waarbij ze verzocht wordt het dossier aan te vullen binnen vijftien dagen na ontvangst van dit bericht.

De termijn bedoeld in het eerste lid, 2°, kan maximaal met dertig dagen worden verlengd, mits een met redenen omklede aanvraag van de aanvraagster die door de Administratie moet worden aanvaard. Indien het dossier binnen de voorgeschreven termijn niet volledig is, wordt aan de aanvraag geen gevolg gegeven door de gemachtigde ambtenaar die de aanvraagster binnen vijftien dagen op de hoogte brengt van de beslissing.

Zodra de Administratie over een volledig dossier beschikt, brengt zij de aanvraagster ervan op de hoogte binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de datum dat het dossier volledig is.

De Administratie maakt het volledig dossier aan de Commissie over binnen zestig dagen na het bericht van volledigheid van het dossier bedoeld in het derde lid.

De Commissie kan bijkomende inlichtingen vragen aan de aanvraagster en aan de Administratie.

De aanvraagster kan de Commissie verzoeken om gehoord te worden. De Commissie kan vorderen dat de aanvraagster wordt gehoord. In deze gevallen zal de aanvraagster binnen vijftien dagen vóór de hoorzitting een schrijven ontvangen waarin de punten worden vermeld waarover ze gehoord zal worden alsook de desbetreffende stukken.

**Art. 8.** De Commissie brengt haar advies uit aan de Administratie binnen dertig dagen na de overmaking van het dossier bedoeld in artikel 7, vierde lid. Deze termijn kan evenwel op zestig dagen worden gebracht in geval van een hoorzitting zoals bepaald in artikel 7, zesde lid.

Het advies van de Commissie is op zijn minst gemotiveerd op grond van de volgende criteria :

1° de vaardigheden en de ervaring van het bedrijfshoofd en, in voorkomend geval, van de afgevaardigd bestuurder;

2° de voorwaarden vastgelegd bij artikel 2 van het decreet;

3° de naleving, wat betreft de sociale begeleiding en, in voorkomend geval, de activiteit van de sociale begeleider(s), van artikel 1, 4°, van het decreet zoals omschreven in artikel 11.

De Administratie maakt het volledig dossier aan de Minister over binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de Commissie of, in voorkomend geval, van de vervaldatum vastgelegd voor het uitbrengen van adviezen door de Commissie.

**Art. 9.** De Minister spreekt zich uit over de aanvraag om erkenning of verlenging van de erkenning binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van het volledig dossier bedoeld in artikel 8, derde lid.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van deze beslissing door de Administratie deelt de Administratie de beslissing van de Minister bij aangetekend schrijven aan de aanvraagster mee.

De Administratie geeft de Commissie kennis van de beslissing van de Minister bij gewone post of per e-mail.

Indien er in de beslissing die ter kennis wordt gebracht van de aanvraagster geen datum wordt vermeld, begint de erkenning te lopen vanaf de dag waarop de beslissing wordt meegedeeld.

**Art. 10.** Overeenkomstig artikel 3, vierde en vijfde lid, van het decreet, kan de Minister de erkenning schorsen of intrekken.

De Minister mag de erkenning niet langer dan zes maanden opschorten. Na afloop van die termijn wordt de erkenning ingetrokken als het inschakelingsbedrijf de in de schorsingsbeslissing bedoelde voorwaarden niet vervult.

De Administratie verzoekt de Commissie om advies vooraleer het dossier in verband met de opschorting of intrekking van de erkenning van een inschakelingsbedrijf naar de Minister te sturen.

De Commissie brengt haar advies uit binnen zestig dagen na de aanvraag bedoeld in het derde lid, nadat ze de vertegenwoordigers van het inschakelingsbedrijf gehoord heeft.

Het bedrijfshoofd en de voorzitter van het beheersorgaan of hun behoorlijk gemandateerde vertegenwoordigers worden ten minste dertig dagen vóór hun verhoor op de hoogte gebracht van :

1° de datum ervan en van de redenen die dit verhoor motiveren;

2° de mogelijkheid voor het bedrijfshoofd en de voorzitter van het beheersorgaan om zich te laten vertegenwoordigen door een mandataris;

3° het feit dat het dossier betreffende de hoorzitting ter inzage ligt.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissingen tot schorsing en intrekking bedoeld in het eerste lid, worden deze beslissingen door de Administratie aan het inschakelingsbedrijf bij aangetekend schrijven meegedeeld.

De administratie geeft de Commissie kennis van de beslissing van de Minister bij gewone post of per e-mail.

**Art. 11.** § 1. De sociale begeleiding bedoeld in artikel 1, 4°, van het decreet bestaat op zijn minst uit het vervullen van de volgende taken :

1° individuele en collectieve gesprekken regelmatig voeren, minstens driemaandelijks, met de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers, met inbegrip van de werknemers bedoeld in artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, die actief zijn in het erkend inschakelingsbedrijf, met het oog op, enerzijds, de bevordering van de inschakeling van de bedoelde werknemers in duurzame en kwaliteitsvolle banen binnen het inschakelingsbedrijf of elk ander bedrijf en, anderzijds, hun autonomie op de arbeidsmarkt en hen helpen, in het kader van een psychosociale begeleiding, om de moeilijkheden en de obstakels te overwinnen die zij tegenkomen tijdens hun inschaling in de tewerkstelling of die hun kansen om hun baan te behouden in het gedrang zouden kunnen brengen;

2° in voorkomend geval, een overeenkomst voor sociale begeleiding afsluiten met de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waaronder de werknemers bedoeld in artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ressorteren en die actief zijn in het erkend inschakelingsbedrijf;

3° de persoonlijke beroepsbalans van de werknemers bedoeld in 1° en 2° opmaken en hun beroepsdoelen op korte, middellange en lange termijn bepalen;

4° met de werknemers bedoeld in 1° en 2°, en op grond van de expertise ontwikkeld door "FOREm", een plan voor beroepsopleiding ontwerpen volgens de modaliteiten die door de Minister worden bepaald in overeenstemming met de Minister die de Beroepsopleiding in zijn bevoegdheid heeft;

5° zorgen voor de bemiddeling tussen de werknemers bedoeld in 1° en 2° en de bedrijven waarin de werknemers bedoeld in 1° en 2° een andere betrekkingen zouden willen bekomen, en de werknemers bedoeld in 1° en 2° in hun stappen begeleiden;

6° in voorkomend geval, de werknemers bedoeld in 1° en 2° informeren en begeleiden in hun persoonlijke stappen met het oog op de erkenning of de validering van hun beroepsvaardigheden;

7° voor elk van de werknemers bedoeld in 1° en 2° een individueel opvolgingsdossier opmaken en voortdurend actualiseren, bestaande uit de kenmerkende gegevens van de rechthebbende, de met hem opgestelde individuele balans, de synthese van de gevoerde acties, de stappen ondernomen door of met elk van de werknemers bedoeld in 1° en 2° en de opvolgingsgesprekken, wetende dat elke rechthebbende het recht heeft om de gegevens opgenomen in zijn dossier in te kijken en te corrigeren overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten aanzien van de verwerking van persoonsgegevens;

8° de persoonsgegevens die nuttig zijn voor het zoeken naar werk meedelen aan de "FOREm" in het geval van het zoeken naar werk voor de werknemers bedoeld in 1° en 2° die niet-tewerkgestelde werkzoekenden geworden zijn, en dit met de toestemming van laatstgenoemden, overeenkomstig de voornoemde wet van 8 december 1992;

9° de werknemers bedoeld in 1° en 2° sensibiliseren voor de ontwikkelingsdoelstellingen van het erkend inschakelingsbedrijf en, in voorkomend geval, ze betrekken bij het beheer van het erkend inschakelingsbedrijf;

10° met de andere inschakelingsbedrijven van hetzelfde arrondissement een ronde tafel organiseren of mede-organiseren met de operatoren van de socio-professionele inschakeling erkend in het Waalse Gewest, met de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, het Subregionaal comité voor Tewerkstelling en Vorming, de "FOREm", de Gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling en de diensten van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) alsook de sociale partners van de paritaire comités waaronder de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers die actief zijn in het erkend inschakelingsbedrijf ressorteren, of blijk geven van een actieve deelname aan ontmoetingen met dezelfde doelstelling;

11° wat de gehandicapte werknemers betreft, de nodige redelijke aanpassingen onderzoeken en ze meedelen aan het bedrijfshoofd.

§ 2. De sociale begeleider zorgt, volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, en minstens in het kader van een tewerkstelling met een halftijdse arbeidsovereenkomst, voor de sociale begeleiding zoals bepaald in § 1 en voert de taken uit bedoeld in § 1 met uitzondering van elke activiteit die de productie van goederen of diensten beoogt en elke activiteit die onder de administratie en het personeelsbeheer ressorteert en in ruimere zin, onder het inschakelingsbedrijf.

§ 3. De sociale begeleider moet tenminste voldoen aan een van de volgende voorwaarde, hetzij :

1° houder zijn van een diploma van het sociaal, psychologisch of pedagogisch hoger onderwijs;

2° minstens drie jaar beroepservaring hebben in een verantwoordelijke functie op het vlak van het beheer van de human resources in de sector van de socio-professionele inschakeling of in een functie van psychosociale begeleiding.

**Art. 12.** De Minister bepaalt met de Minister bevoegd voor Beroepsopleiding de inhoud en de uitvoeringsmodaliteiten van de overeenkomst bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 15°, van het decreet.

Deze overeenkomst wordt aan de expertise van de "FOREm" onderworpen die overigens het inschakelingsbedrijf adviseert over de opleidingen die aan de werknemers en de operatoren moet worden aangeboden voor de organisatie van deze opleidingen.

**Art. 13.** § 1. De volgende periodes worden gelijkgesteld met periodes die in aanmerking komen voor werkloosheids- of inschakelingsuitkeringen om de hoedanigheid van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers te verkrijgen :

1° de periodes die, in de loop van een periode van volledige werkloosheid die recht geeft op een uitkering, aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een toelage met toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering of inzake zwangerschapsverzekering;

2° de periodes van volledige werkloosheid die gedekt worden door vakantiegeld;

3° de periodes van hechtenis, opsluiting of internering in de loop van een periode van volledige werkloosheid die recht geeft op een uitkering of van instapstage;

4° de periodes van instapstage in de zin van artikel 36 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

5° de andere periodes van maximum vier maanden binnen de vierentwintig maanden die voorafgaan aan de datum van indienstneming door het erkend inschakelingsbedrijf tijdens dewelke geen werkloosheidsuitkeringen worden ontvangen, met name de periodes in de loop waarvan de werkzoekende door een in 4° bedoelde arbeids- of stageovereenkomst gebonden is.

§ 2. Worden gelijkgesteld met de gerechtigden op de reglementeringen genomen door of krachtens het Wetboek van sociale actie en gezondheid, de personen die, hetzij :

1° erkend zijn door, hetzij :

a) het "Agence wallonne d'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) bedoeld in het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid;

b) door de "Service bruxellois pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Phare) (de Franstalige Brusselse Dienst voor de Sociale Integratie van de Gehandicapten) of door de Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB);

c) de dienst voor de integratie van de gehandicapten bedoeld in het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

d) de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap, bedoeld in het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 19 juni 1990 houdende oprichting van een "Dienststelle der Deutschsprachige Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung";

e) het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, bedoeld in het decreet van 7 mei 2004 tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap met rechtspersoonlijkheid "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap";

en een attest of beslissing van één van deze instellingen bezorgen;

2° slachtoffer geworden zijn van een arbeidsongeval en een attest voorleggen afgeleverd door het Fonds voor Arbeidsongevallen of door het Bestuur van de Medische Expertise waarmee een ongeschiktheid van minstens 30 % aangetoond wordt;

3° slachtoffer geworden zijn van een beroepsziekte en een attest voorleggen afgeleverd door het Fonds voor Arbeidsongevallen of door het Bestuur van de Medische Expertise waarmee een ongeschiktheid van minstens 30 % aangetoond wordt;

4° slachtoffer geworden zijn van een ongeval van gemeen recht en een afschrift van het vonnis of van het arrest voorleggen afgeleverd door de griffie van de rechtbank of van het hof waarmee aangetoond wordt dat de handicap of de ongeschiktheid minstens 30 % bereikt;

5° slachtoffer geworden zijn van een huishoudelijk ongeval en een afschrift van de beslissing van de verzekeringsinstelling voorleggen waarmee aangetoond wordt dat de permanente ongeschiktheid minstens 30 % bereikt;

6° de medische voorwaarden vervullen om een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietoelage op grond van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten te genieten en een attest van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voorleggen;

7° ongeschikt zijn verklaard voor de uitoefening van zijn gewoontelijke activiteiten maar geschikt voor bepaalde specifieke functies aangeduid door het Bestuur van de Medische Expertise.

**Art. 14.** De Minister bepaalt met de Minister van Tewerkstelling de inhoud en de modaliteiten betreffende de afgifte en de geldigheid van het attest bedoeld in artikel 7 van het decreet. Hij wijst de "FOREm" aan als dienst die belast is met de afgifte van dit attest.



**Art. 15.** Overeenkomstig artikel 5, eerste en tweede lid van het decreet, worden de werknemers die tewerkgesteld zijn vóór de inwerkingtreding van het decreet en die aanleiding geven tot de toekenning van toelagen in het kader van het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden of in het kader van het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, gelijkgesteld met kwetsbare werknemers en geven aanleiding tot de toekenning van de toelagen bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het decreet.

Wat betreft de toelage bedoeld in artikel 8 van het decreet, wordt dit voordeel beperkt tot de toelage verschuldigd voor het saldo van de vier jaren tijdens dewelke de toelage toegekend kan worden.

Overeenkomstig artikel 5, eerste en tweede lid van het decreet, worden de werknemers die voldoen aan de begripsomschrijving van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers die tewerkgesteld waren in het kader van een arbeidsovereenkomst gesloten binnen het jaar vóór de inwerkingtreding van dit decreet met een bedrijf dat niet erkend was in het kader van het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden of in het kader van het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, maar die voldoen aan de voorwaarden van het decreet worden gelijkgesteld met kwetsbare werknemers en geven aanleiding tot de toekenning van de toelagen bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het decreet, zodra het inschakelingsbedrijf erkend wordt.

Wat betreft de toelage bedoeld in artikel 8 van het decreet, wordt dit voordeel beperkt, volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, tot de toelage verschuldigd voor het saldo van de vier jaren tijdens dewelke de toelage toegekend kan worden.

De werknemers die voldoen aan de begripsomschrijving van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers die tewerkgesteld waren in het kader van een arbeidsovereenkomst die aanleiding geeft, voor hun werkgevers, tot een vermindering van de patronale bijdragen als langdurige werkzoekenden in een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een vereniging, zoals bepaald in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of een vereniging zonder winst oogmerk voor socio-professionele inschakeling erkend in het Waalse Gewest, die een einde maken aan activiteiten en aan de arbeidsovereenkomsten die gebonden zijn aan deze activiteiten, worden gelijkgesteld met kwetsbare werknemers en, in voorkomend geval, geven aanleiding tot de toekenning van toelagen voor zover de betrokken werknemers door een erkend inschakelingsbedrijf worden aangeworven binnen een termijn van minder dan zes maanden.

Wat betreft de toelage bedoeld in artikel 8 van het decreet, wordt dit voordeel beperkt tot de toelage gekoppeld aan de aanwerving van een kwetsbare werknemer verschuldigd voor het saldo van de vier jaren tijdens dewelke de toelage toegekend kan worden, na aftrek van de periodes van tewerkstelling in een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een vereniging, zoals bepaald in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn erkend in het Waalse Gewest, zoals bedoeld in het vijfde lid.

**Art. 16.** § 1. Het globale bedrag van de toelage bedoeld in artikel 8 van het decreet en toegekend aan het erkend inschakelingsbedrijf, zoals bepaald in artikel 2, § 1, eerste lid, 5°, a) en b), van het decreet, om de duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling van een kwetsbare werknemer te bevorderen, bedraagt 18.000 euro als deze werknemer is tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst voor voltijdse arbeid en dat de weddeschalen van de paritaire comités 121, 124, 145 en 302 op hem van toepassing zijn.

Het globale bedrag van de toelage toegekend aan het erkend inschakelingsbedrijf, zoals bepaald in artikel 2, § 1, eerste lid, 5°, c), van het decreet, om de duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling van een kwetsbare werknemer te bevorderen, bedraagt 10.800 euro als deze werknemer is tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst voor voltijdse arbeid en dat de weddeschalen van de paritaire comités 121, 124, 145 en 302 op hem van toepassing zijn.

Het globale bedrag van de toelage toegekend aan het erkend inschakelingsbedrijf, zoals bepaald in artikel 2, § 1, eerste lid, 5°, a) en b), van het decreet, om de duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling van een kwetsbare werknemer te bevorderen, bedraagt 15.000 euro als deze werknemer is tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst voor voltijdse arbeid en dat de weddeschalen van andere paritaire comités dan de in de nrs. 121, 124, 145 en 302 bedoelde paritaire comités op hem van toepassing zijn.

Het globale bedrag van de toelage toegekend aan het erkend inschakelingsbedrijf, zoals bepaald in artikel 2, § 1, eerste lid, 5°, c), van het decreet, om de duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling van een kwetsbare werknemer te bevorderen, bedraagt 9.000 euro als deze werknemer is tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst voor voltijdse arbeid en dat de weddeschalen van andere paritaire comités dan de in de nrs. 121, 124, 145 en 302 bedoelde paritaire comités op hem van toepassing zijn.

§ 2. Het globaal bedrag bedoeld in § 1 wordt verdubbeld als de tewerkgestelde werknemer wordt geacht uiterst kwetsbaar te zijn.

§ 3. De toelagen bedoeld in de §§ 1 en 2 worden uitbetaald, naar rato van vijftieng procent per jaar, gedurende vier jaar, vanaf de tewerkstelling van de werknemer bedoeld in de §§ 1 en 2, volgens de modaliteiten omschreven in de artikelen 18 tot 21 en voor zover de criteria omschreven in de artikelen 8 tot 10 van het decreet worden nageleefd.

§ 4. Het bedrag van de toelagen bedoeld in de §§ 1 en 2 wordt berekend volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, in functie van de arbeidstijd van de werknemers, berekend in voltijds equivalent. Dit bedrag kan, in voorkomend geval, worden herzien in functie van de eventuele wijzigingen van deze bezoldiging en van de arbeidsduur tijdens de hele subsidiëringsperiode van deze werknemer.

De Minister bepaalt de berekeningsmethode van de arbeidsduur die gelijk is aan een jaarlijkse voltijdse arbeid van deze werknemer alsook het bezoldigingsbegrip.

**Art. 17.** § 1. Het jaarlijks bedrag van de toelage bedoeld in artikel 9 van het decreet bedraagt maximum :

1° 100.000 euro als het erkend inschakelingsbedrijf minstens zestig werknemers telt die bij hun indienstneming door het erkend inschakelingsbedrijf het statuut van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers hadden en voor zover het bedrijf kan bewijzen dat er onder zijn personeel minstens twee werknemers worden tewerkgesteld, waarvan de arbeidstijd wordt berekend in voltijds equivalent overeenkomstig het tweede lid van § 4 van artikel 16, om uitsluitend sociale begeleidingsopdrachten uit te voeren in de zin van artikel 11, ten belope van minimum een halftijdse arbeid per sociale begeleider;

2° 75.000 euro als het erkend inschakelingsbedrijf minstens vijfenveertig werknemers telt die bij hun indienstneming door het erkend inschakelingsbedrijf het statuut van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers hadden en voor zover het bedrijf kan bewijzen dat er onder zijn personeel minstens anderhalve werknemer wordt tewerkgesteld, waarvan de arbeidstijd wordt berekend in voltijds equivalent overeenkomstig het tweede lid van § 4 van artikel 16, om uitsluitend sociale begeleidingsopdrachten uit te voeren in de zin van artikel 11, ten belope van minimum een halftijdse arbeid per sociale begeleider;

3° 50.000 euro als het erkend inschakelingsbedrijf minstens zesentwintig werknemers telt die bij hun indienstneming door het erkend inschakelingsbedrijf het statuut van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers hadden en voor zover het bedrijf kan bewijzen dat er onder zijn personeel minstens één werknemers wordt tewerkgesteld, waarvan de arbeidstijd wordt berekend in voltijds equivalent overeenkomstig het tweede lid van § 4 van artikel 16, om uitsluitend sociale begeleidingsopdrachten uit te voeren in de zin van artikel 11, ten belope van minimum een halftijdse arbeid per sociale begeleider;

4° 25.000 euro als het erkend inschakelingsbedrijf minstens acht werknemers telt die bij hun indienstneming door het erkend inschakelingsbedrijf het statuut van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers hadden, en voor zover het bedrijf kan bewijzen dat er onder zijn personeel minstens een halve werknemer wordt tewerkgesteld, waarvan de arbeidstijd wordt berekend in voltijds equivalent overeenkomstig het tweede lid van § 4 van artikel 16, om uitsluitend sociale begeleidingsopdrachten uit te voeren in de zin van artikel 11.

§ 2. Deze toelage is bestemd om de loonkost van de sociale begeleider(s) te dekken, met inbegrip van hun verplaatsingskosten, alsook hun werkingskosten ten belope van maximum vijftien percent van de loonkost.

**Art. 18.** § 1. Om de toelagen bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het decreet te krijgen, moet het erkend inschakelingsbedrijf een aanvraag indienen bij de Administratie die, volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, de bewijzen inhoudt van de inachtneming van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 2 en 10 van het decreet alsook in artikel 3.1. van het minimis-Reglement voor de "S.I.E.G."

In afwijking van het eerste lid kan een nog te erkennen inschakelingsbedrijf een aanvraag om toelage indienen voor zover zij gelijktijdig een aanvraag om erkenning vraagt. Zijn aanvraag om toelage wordt pas in overweging genomen als de erkenning is verkregen.

De aanvraag om toelage mag gelijktijdig met de aanvraag om erkenning of om verlenging van de erkenning worden ingediend.

§ 2. Binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag om toelage, stuurt de Administratie naar het erkend inschakelingsbedrijf hetzij :

1° een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is;

2° een bericht waarbij ze verzocht wordt het dossier aan te vullen binnen vijftien dagen na ontvangst van dit bericht.

De termijn bedoeld in het eerste lid, 2°, kan maximaal met dertig dagen verlengd worden, mits een met redenen omklede aanvraag van het erkend inschakelingsbedrijf die door de Administratie moet worden aanvaard. Indien het dossier binnen de voorgeschreven termijn niet volledig is, wordt aan de aanvraag geen gevolg gegeven.

Zodra de Administratie over een volledig dossier beschikt, brengt zij het erkend inschakelingsbedrijf ervan op de hoogte dat het dossier volledig is.

De Administratie maakt het volledig dossier aan de Minister of aan de gemachtigde ambtenaar over volgens de vigerende regels inzake begrotingslimieten, die zich uitspreekt over de aanvraag om toelage.

De Minister of de gemachtigde ambtenaar spreekt zich uit, volgens de vigerende regels inzake begrotingslimieten, over de aanvraag om toelage binnen dertig dagen na ontvangst van het volledig dossier dat door de administratie wordt toegezonden.

Binnen vijftien dagen geeft de Administratie kennis van de beslissingen aan het erkend inschakelingsbedrijf.

**Art. 19.** § 1. De uitbetaling van de toelagen bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het decreet gebeurt als volgt :

1° zodra de aanvraag om toelage bedoeld in artikel 18 is ingediend, betaalt de gemachtigde ambtenaar een eerste voorschot uit dat overeenstemt met vijfenzeventig percent van het jaarlijks bedrag van de toelage, berekend op grond van de criteria omschreven in artikel 16 wat betreft de toelage bedoeld in artikel 8 van het decreet en op grond van de criteria omschreven in artikel 17 wat betreft de toelage bedoeld in artikel 9 van het decreet;

2° zodra het erkend inschakelingsbedrijf de bewijsstukken naar de Administratie heeft gestuurd, bepaald door de Minister overeenkomstig artikel 3.1 van het minimis-Reglement voor de "S.I.E.G.", waarbij de bestemming van de jaarlijkse toelage volledig kan worden bewezen, namelijk voorschot en saldo, betaalt de gemachtigde ambtenaar het saldo uit; alsook het nieuwe voorschot dat overeenkomt met vijfenzeventig percent van het jaarlijks bedrag van de toelage;

3° de latere voorschotten en saldo's worden overeenkomstig 1° en 2° uitbetaald.

§ 2. De uitbetaling van de toelage bedoeld in artikel 10, eerste lid, 13, van het decreet wordt jaarlijks uitgevoerd door de gemachtigde ambtenaar op grond van een aangifte van schuldvordering ingediend door het erkend inschakelingsbedrijf bij de Administratie ter bevestiging van de inschrijving bij een erkend sociaal secretariaat of een dienst belast met het beheer van de human resources die onder een plaatselijk bestuur ressorteert.

**Art. 20.** § 1. Onder netto-jobcreatie wordt het bijkomend personeel verstaan t.o.v. de referentiebezetting zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, 8°, van het decreet.

§ 2. De toelage bedoeld in artikel 8 van het decreet wordt toegekend als de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemer een bijkomende werknemer is of als hij een werknemer vervangt die het bedrijf heeft verlaten om één van de redenen bedoeld in § 6, derde lid.

§ 3. In afwijking van § 1 kan de Minister, na advies van de Commissie, een inschakelingsbedrijf machtigen om de bezetting van het personeel tijdelijk te verminderen als het bedrijf in moeilijkheden is, met name in het geval van het verlies van een overheidsopdracht, van een belangrijke handelsovereenkomst of van een belangrijk volume van handelsovereenkomsten of als het bedrijf uitzonderlijk ongunstige economische omstandigheden ondergaat in de zin van artikel 39bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten

§ 4. Binnen een termijn van negentig dagen te rekenen van de einddatum van het betrokken kwartaal deelt het erkend inschakelingsbedrijf aan de Administratie de bewijsstukken mee betreffende de referentiebezetting bedoeld in § 1, m.b.t. het referentiekwartaal.

§ 5. Het onderzoek naar de referentiebezetting, de nettoverhoging van de referentiebezetting alsook haar behoud tijdens de periode bedoeld in artikel 10, eerste lid, 6°, van het decreet wordt uitgevoerd door de Administratie rekening houdend met de gegevens verleend door het sociaal secretariaat, door de dienst belast met het beheer van de human resources die onder een plaatselijk bestuur van het erkend inschakelingsbedrijf ressorteert of door de interne dienst voor sociaal secretariaat bedoeld in artikel 10, vierde lid, van het decreet of via de toegang tot het rijksregister, de Kruispuntbank van Ondernemingen en de Kruispuntbank van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Tijdens de duur van de erkenning wordt er aangenomen dat het personeelsbestand wordt behouden indien het personeelsbestand minstens gelijk is aan de referentiebezetting.

Er wordt evenwel geacht dat het erkend inschakelingsbedrijf zijn personeelsbestand gehandhaafd heeft als het binnen drie maanden na hun vertrek voorziet in de vervanging van een werknemer die met pensioen gaat, van een werknemer die het bedrijf vrijwillig heeft verlaten, van een werknemer die door voortdurende arbeidsongeschiktheid definitief moet afzien van het overeengekomen werk of van een werknemer die wegens een ernstig fout of om een welbepaalde reden ontslagen is.

**Art. 21.** Overeenkomstig artikel 2, § 1, eerste lid, 13<sup>o</sup>, van het decreet, gebeuren de berekening en de controle van de loondruk volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, door een vergelijking uit te voeren, met een gelijkwaardige schaalanciënniteit volgens de schalen die van kracht zijn binnen het (de) betrokken paritaire comité(s), tussen de laagste bezoldiging van een in het erkende inschakelingsbedrijf tewerkgestelde werknemer en de hoogste bezoldiging.

Overeenkomstig artikel 2, § 1, eerste lid, 13<sup>o</sup>, van het decreet, wordt de vergelijking bedoeld in het eerste lid uitgevoerd op jaarlijkse basis, met verwijzing naar het kalenderjaar.

Indien de werknemer met de laagste bezoldiging of de werknemer met de hoogste bezoldiging niet tijdens het hele jaar zijn tewerkgesteld, wordt een péréquation van deze bezoldigingen verricht om, in voorkomend geval, hun bedrag op jaarlijkse basis te bepalen.

Om het begrip van voltijds equivalent te bepalen, dient men te verwijzen naar de arbeidsovereenkomst van een voltijdse werknemer in het bedrijf. Bij gebrek aan een schriftelijke overeenkomst worden de werktijden gebruikt die van toepassing zijn in het betrokken bedrijf voor een voltijdse werknemer.

Bijgevolg dient voor elke deeltijdse prestatie een péréquation te worden verricht op basis van een voltijdse arbeid.

Het presentiegeld en de reiskostenvergoeding als bestuurder worden niet gelijkgesteld met een bezoldiging voor zover zij jaarlijks een bedrag van 1.400 euro per mandaat in een inschakelingsbedrijf, met een maximum van drie mandaten, dat volgens de modaliteiten bepaald door de Minister kan worden geïndexeerd, niet overschrijden.

Indien een werknemer, een bestuurder, een bedrijfshoofd of een afgevaardigd bestuurder bezoldigingen ontvangen van meerdere erkende inschakelingsbedrijven, moeten de verschillende inkomsten gecumuleerd worden om de bezoldiging te berekenen.

De berekening gebeurt op basis van bruto bedragen met inachtneming van de wettelijke en extrawettelijke voordelen naast de bezoldiging.

Daartoe zullen de inkomsten van de fiscale bezoldigingsfiche in aanmerking worden genomen zoals bepaald door de Overheidsdienst Financiën of, desgevallend, zoals gewijzigd door de Administratie van de belastingen na onderzoek.

De aangegeven wekelijkse uurrooster wordt beperkt tot de voltijdse arbeid van toepassing in het bedrijf. Elke bezoldiging, in ruimere zin, die door een werknemer, bestuurder, bedrijfshoofd of afgevaardigd bestuurder ontvangen is, wordt dan beschouwd als ontvangen voor maximum een voltijdse arbeid.

**Art. 22.** De Minister of de gemachtigde ambtenaar kan de beslissing tot toekenning van de toelage bedoeld in artikel 9<sup>o</sup> behouden :

1<sup>o</sup> in geval van niet-naleving, die toe te schrijven is aan een geval van overmacht omschreven in artikel 16, § 1, 1<sup>o</sup>, van het decreet, van de voorwaarden bedoeld in artikel 2 en 10 van het decreet;

2<sup>o</sup> in de gevallen bedoeld in artikel 16, § 1, 2<sup>o</sup>, van het decreet op voorwaarde dat :

- a) de economische activiteit van het erkend inschakelingsbedrijf in het Waalse Gewest voortgezet wordt;
- b) de toelagen en de bijbehorende werknemers naar een ander erkend inschakelingsbedrijf worden overgeheveld;
- c) bij ontslag, begeleidingsmaatregelen worden voorzien.

**Art. 23.** De Minister of de gemachtigde ambtenaar kunnen één van de maatregelen nemen bedoeld in artikel 14, eerste lid, van het decreet.

Het bedrijfshoofd en de voorzitter van het beheersorgaan of hun behoorlijk gemandateerde vertegenwoordigers worden eerst gehoord door de Commissie.

Minstens dertig dagen voor hun verhoor worden zij op de hoogte gebracht van :

de verhoordatum en de redenen die dit verhoor motiveren;

2<sup>o</sup> de mogelijkheid voor het bedrijfshoofd en de voorzitter van het beheersorgaan om zich te laten vertegenwoordigen door een mandataris;

3<sup>o</sup> het feit dat het dossier betreffende de hoorzitting ter inzage ligt.

De Minister of de gemachtigde ambtenaar beslissen over één van de maatregelen bedoeld in artikel 14, eerste lid, van het decreet binnen een termijn van honderd twintig dagen te rekenen van het verhoor bedoeld in het tweede lid en deze beslissing wordt door de Administratie aan het erkende inschakelingsbedrijf meegedeeld binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van de beslissing door de Administratie.

**Art. 24.** Overeenkomstig de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering worden de onterecht gestorte toelagen bij elk rechtsmiddel teruggevorderd, bij schuldvergelijking inbegrepen.

**Art. 25.** De Minister wijst de vastbenoemde Inspectie-ambtenaren aan die belast zijn met het toezicht op en de controle van het decreet en van dit besluit.

**Art. 26.** Vanaf het jaar 2014 en uiterlijk op 31 maart van elk jaar dient de Minister bij de "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Waalse Raad voor Sociale Economie) en het Waals Parlement een verslag in over de uitvoering van het decreet en van dit besluit. Dit verslag wordt eerst door de Regering goedgekeurd. Overeenkomstig artikel 11 van de "R.G.E.C." dient hij ook een jaarlijks verslag in bij de Europese Commissie over de toepassingsvoorwaarden van de "R.G.E.C." in de uitvoering van het decreet en van dit besluit.

**Art. 27.** In het kader van dit besluit worden de termijnen in dagen berekend. De dag van de akte die de aanvang van de termijn uitmaakt, is niet inbegrepen. De vervalddag is vervat in de termijn. Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

De maanden juli en augustus worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de termijnen.

**Art. 28.** Het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden, wordt opgeheven.

**Art. 29.** Het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven en dit besluit treden in werking op 31 januari 2013.

**Art. 30.** De Minister bevoegd voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 januari 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT